



Infrastructure Ontario
Rapport annuel 2008/09

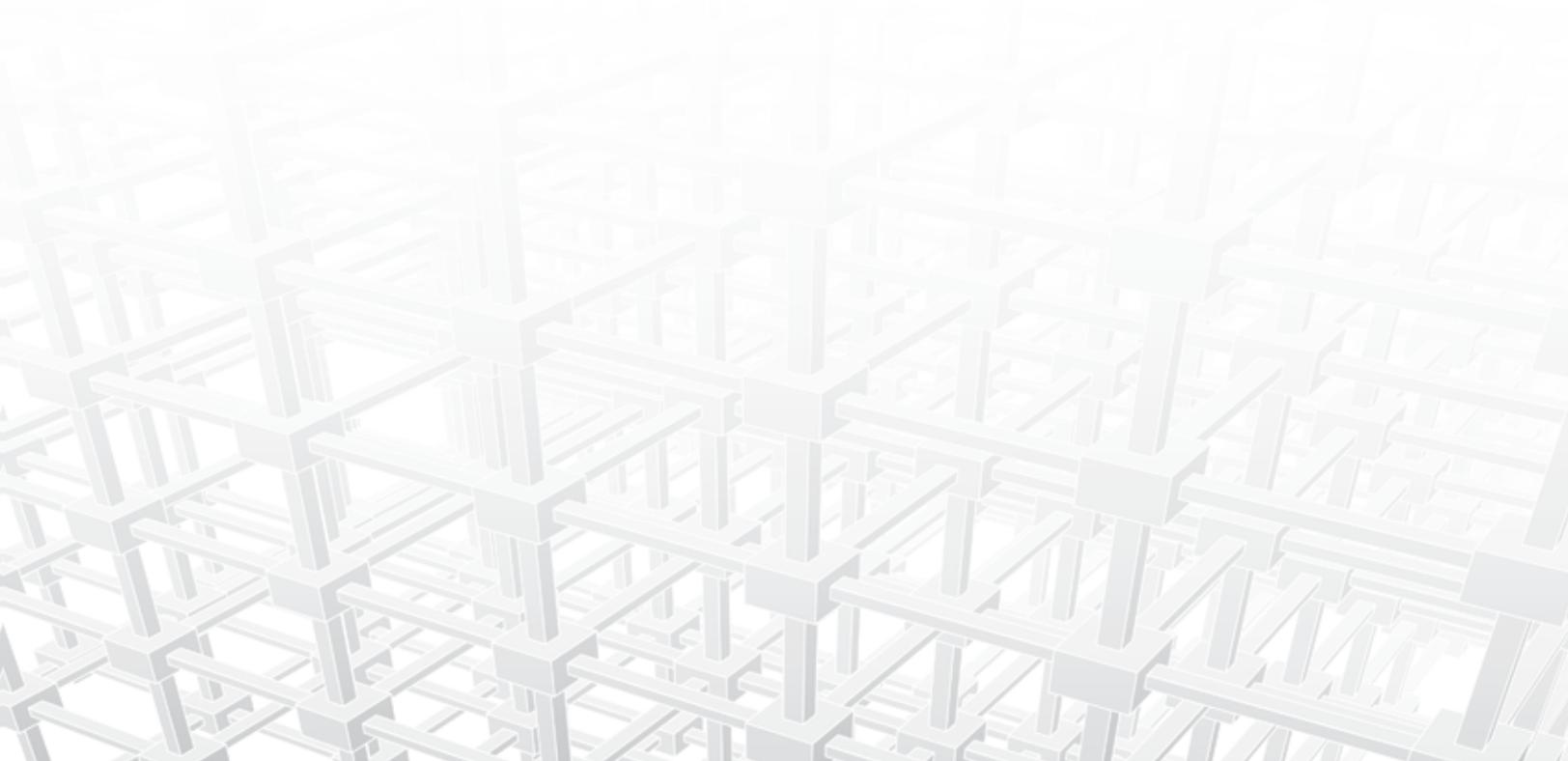


Table des matières

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	2
MESSAGE DU CHEF DE LA DIRECTION	3
ÉVÉNEMENTS ET RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 2008/09	4
PROJETS DE DMFA EN COURS	6
Projets en cours de construction	6
Clôture de la demande de propositions	6
Demande de propositions ouverte	6
Demande de qualifications ouverte	6
Appel d'offres préalables	6
État d'avancement des projets de DMFA	7
LE POINT SUR L'ACTIVITÉ DU PROGRAMME DE PRÊTS D'INFRASTRUCTURE ONTARIO	14
Résultats obtenus par le programme de prêts au 31 mars 2009	14
Sondage annuel auprès des clients	14
Améliorations par rapport à l'année passée	15
Résumé et perspectives pour 2009-2010	15
PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ	16
Mandat et histoire	16
Structure	16
Stratégie globale	17
GOVERNANCE	18
Conseil d'administration	18
Comités du Conseil d'administration	23
Senior Executive	24
CADRE DÉCISIONNEL D'INFRASTRUCTURE ONTARIOUNE SOCIÉTÉ QUI PREND SES RESPONSABILITÉS	29
Notre vision de l'avenir	29
Notre mission	29
Facteurs de réussite	29
Notre culture organisationnelle	30
RAPPORT DE GESTION	31
Résultats opérationnels et chiffres clés	31
ÉVALUATION ET GESTION DES RISQUES	32
Risques liés aux projets appliquant le modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement	32
Risques associés au programme de prêts	34
Risques associés à l'exploitation	36
RESPONSABILITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	37
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009	38
NOTES COMPLÉMENTAIRES	44

Message du président du conseil d'administration

Au nom du Conseil d'administration, je suis heureux de vous présenter le rapport annuel 2008-2009 d'Infrastructure Ontario. Ce rapport, qui présente une vue d'ensemble des réalisations financières ainsi que les données opérationnelles principales de la Société, renferme les états financiers vérifiés de l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2009.

Infrastructure Ontario continue à honorer l'engagement qu'a pris la Société envers la province et l'ensemble des Ontariennes et des Ontariens. Nous avons progressé sur l'ensemble des projets d'infrastructures réalisés dans le cadre du modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement (DMFA). Cette année, neuf projets sont passés au stade de la construction, ce qui porte le total de projets en chantier à 25. Neuf autres projets ont atteint l'étape de la signature d'une entente commerciale et financière, dont le projet du Système de santé Niagara, notre premier hôpital réalisé en vertu du modèle conception – construction – financement – entretien, et 22 étaient à différents stades de l'approvisionnement.

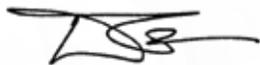
Le programme de prêts d'Infrastructure Ontario est au seuil d'une étape déterminante, puisque la somme de 1,98 milliard de dollars a été avancée au secteur public dans son ensemble, ce qui constitue une augmentation de 366 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Nous avons tissé des liens avec des clients appartenant à de nouveaux secteurs, comme les fournisseurs de logements sociaux et abordables et les régies locales des services publics. Grâce au financement d'Infrastructure Ontario, les travaux ont progressé sur 180 projets d'infrastructure de différentes communautés à travers la province.

Le mandat du Conseil d'administration est de veiller à ce que les grands projets d'infrastructure optimisent les ressources, que les risques soient gérés efficacement et que les normes du service public les plus strictes soient respectées. Je suis fier du travail que nous avons accompli et j'ai hâte de relever de nouveaux défis en 2009-2010.

Felix Chee a décidé de prendre sa retraite cette année et nous avons accueilli en notre sein Tony Salerno. L'acuité financière et le dévouement de Felix ont beaucoup apporté à Infrastructure Ontario : il va beaucoup nous manquer. De son côté, Tony va pouvoir nous faire profiter de sa grande expérience, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

Vous remarquerez que le rapport annuel de cet exercice est plus détaillé en ce qui a trait à nos projets de DMFA. Cela illustre notre volonté d'honorer l'engagement que nous avons pris de divulguer les renseignements au public et de veiller à ce que le principe de transparence soit maintenu tout au long des efforts que nous entreprenons.

Pour conclure, j'aimerais remercier David Livingston ainsi que l'ensemble du personnel d'Infrastructure Ontario pour leur participation et pour le travail exceptionnel qu'ils ont fourni tout au long de l'année.



D. Anthony Ross
Chair

Message du chef de la direction

Infrastructure Ontario a encore une fois mené à bien son mandat au cours de l'année 2008-2009 : « Réaliser les projets ». En dépit des difficultés sans précédent que nous avons rencontrées sur les marchés financiers, Infrastructure Ontario a continué à atteindre avec succès plusieurs étapes-clés en matière d'approvisionnement et de constructions relativement à ses projets de DMFA et à proposer un financement à ses clients par le biais de son programme de prêts.

Impact des conditions des marchés financiers

Bien que les turbulences éprouvées par les marchés financiers aient retardé la signature de certaines ententes financières, il est important d'insister sur le fait qu'Infrastructure Ontario a continué à signer des ententes tout au long de l'année et que tous nos projets respectent les échéanciers impartis.

Bien qu'il soit devenu apparent qu'un grand nombre de banques étrangères ont réduit leurs dépenses et qu'elles réservent la majorité de leurs fonds à leurs clients les plus solides (lesquels sont le plus souvent des clients locaux), les banques et les sociétés d'assurance nationales ont dans l'ensemble maintenu le cap et continué à montrer de l'intérêt pour nos projets.

Capacité du marché

Infrastructure Ontario a effectué un sondage de grande envergure auprès des entrepreneurs généraux afin d'évaluer la capacité du marché à court et à moyen termes. Les conclusions du sondage ont permis de montrer que les entrepreneurs sont surtout inquiets vis-à-vis de la situation financière internationale et de la façon dont celle-ci aura un impact sur leur capacité à mener leurs activités. Le sondage a également permis de déterminer que l'approche actuelle d'Infrastructure Ontario en matière d'échafaudage de projets fonctionne bien et qu'il convient de la poursuivre lorsque de nouveaux projets sont assignés. Le sondage a en outre permis de conclure que les projets de DMFA continuent à susciter beaucoup d'intérêt auprès des entités répondant aux appels d'offres et que cela va attirer de nouveaux participants du Canada — où nous avons établi un programme de pénétration sur le marché — et internationaux.

Réalisation des projets

Au 31 mars 2009, Infrastructure Ontario avait proposé sur le marché presque trois douzaines de projets pour une valeur totale en capital de plus de 9,7 milliards de dollars. Nous avons également décroché nos premiers contrats dans les secteurs de la technologie de l'information et des transports. Les projets — le premier registre du diabète de l'Ontario et une nouvelle liaison frontalière, l'autoroute de Windsor-Essex — montrent que le gouvernement s'est engagé à développer l'infrastructure.

Nous avons également été en mesure de relever notre plus grand défi à ce jour, à savoir la signature d'une entente financière pour l'hôpital du Système de santé de Niagara. Le contrat couvre, pendant une période de trente ans, la conception, la construction, le financement et l'entretien de l'hôpital. Ce dernier aura une superficie de 900 000 pieds carrés et dispensera, entre autres, des soins aux personnes atteintes de cancer dans la région de Niagara.

Programme de prêts

En avançant plus de 1,9 milliard de dollars pour financer au-delà de 850 projets, le programme de prêts d'Infrastructure Ontario constitue un pilier de la stratégie gouvernementale en matière d'investissement dans l'infrastructure. Les projets d'infrastructure relatifs aux réseaux d'eau et d'assainissement constituent toujours la plus grande priorité du programme de prêts, avec des prêts totalisant plus de 900 millions de dollars. Nous sommes cependant en train d'effectuer une percée importante dans de nouveaux secteurs. Dans le budget de l'Ontario de 2008, les critères d'admissibilité au programme de prêts ont été élargis pour inclure les fournisseurs de logements, les régies locales des services publics et les établissements de formation artistique professionnelle sans but lucratif. Nous avons reçu des demandes de la part de nouveaux clients dans tous ces secteurs et nous leur avons avancé plus de 70 millions de dollars.

Capitalisation de nos réussites

Je suis très fier de l'équipe que nous avons mise sur pied au sein d'Infrastructure Ontario et du travail que ses membres ont accompli au cours de l'exercice 2008-2009. Ensemble, nous avons renforcé les liens tissés avec nos partenaires au sein du gouvernement, du secteur public et de l'industrie de la construction. Au cours de l'année à venir, plusieurs de nos tout premiers projets seront presque complètement terminés et leur exploitation pourra commencer. L'année 2009-2010 apportera également son lot de nouveaux défis et de possibilités, mais je suis certain que nous allons poursuivre la tâche que nous avons déjà entreprise avec succès à de nombreuses reprises, à savoir « Réaliser les projets ».



J. David Livingston
Président et chef de la direction

Événements et réalisations de l'année 2008/09

31 mars 2009	Signature d'une entente financière relativement au complexe de soins de santé du Système de santé de Niagara
24 mars 2009	Émission de la demande de qualifications pour le projet du St. Joseph's Healthcare Hamilton
12 mars 2009	Clôture de la demande de propositions pour le projet de réaménagement de l'Hôpital régional de Windsor
7 mars 2009	Le Centre de santé St-Joseph de London inaugure le nouveau Centre de soins d'urgence
26 février 2009	Émission de la demande de qualifications pour le projet de modernisation des installations de l'O.P.P.
20 février 2009	Signature d'une entente financière relativement à la phase 1 du projet d'agrandissement de l'Hôpital Royal Victoria
11 février 2009	Attribution du contrat pour le projet de réaménagement de l'Hôpital d'Oshawa de la Lakeridge Health Corporation
2 février 2009	Site choisi pour le Palais de justice polyvalent de Thunder Bay
10 décembre 2008	La province élargit le programme de prêts d'Infrastructure Ontario aux fournisseurs de logements sociaux et abordables
8 décembre 2008	Le Toronto Rehab met en œuvre l'un des plus importants plans d'investissement en infrastructure réalisés dans un hôpital ontarien de rééducation
1er décembre 2008	Émission de la demande de qualifications pour le projet proposé du nouveau Complexe du coroner et des services médico-légaux
17 novembre 2008	Clôture de la demande de propositions pour le projet de réaménagement de l'Hôpital d'Oshawa de la Lakeridge Health Corporation
6 novembre 2008	Infrastructure Ontario célèbre le réaménagement de l'Hôpital général de Kingston
2 novembre 2008	Début des travaux sur l'Hôpital général de Woodstock
31 octobre 2008	Émission de la demande de qualifications pour le projet de l'Hôpital Women's College
28 octobre 2008	Le Centre de santé Trillium inaugure ses nouvelles installations agrandies
27 octobre 2008	Attribution du contrat pour le nouvel Hôpital général de Woodstock
8 octobre 2008	Le Centre de soins de santé Runnymede célèbre la construction de la structure du nouvel établissement
21 août 2008	Infrastructure Ontario mène à bien son émission d'obligations pour le renouvellement de l'infrastructure
19 août 2008	Signature d'une entente financière relativement au projet de réaménagement de l'Institut de réadaptation de Toronto
8 août 2008	La province élargit le programme de prêts d'Infrastructure Ontario aux établissements de formation artistique, aux régies locales des services publics et aux fournisseurs de logements
19 juillet 2008	Attribution du contrat pour le projet de réaménagement de l'Hôpital général de Kingston

27 juin 2008	Émission de la demande de qualifications pour le projet du Centre de toxicomanie et de santé mentale de la rue Queen
20 juin 2008	Début des travaux à l'Hôpital Credit Valley
18 juin 2008	Signature d'une entente financière relativement au London Health Sciences centre/ Centre de santé St-Joseph - London
16 juin 2008	Émission de la demande de qualifications pour le projet du nouveau Palais de justice polyvalent de la région de Waterloo
6 juin 2008	Fin des travaux de construction de la nouvelle aile du Quinte Health Care de Belleville
3 juin 2008	Émission de la demande de qualifications pour le projet du Centre de détention du Sud de Toronto
2 juin 2008	Signature d'une entente financière relativement à la phase 2 de l'Hôpital Credit Valley
18 avril 2008	Attribution du contrat pour le projet du Nouveau centre de données
7 avril 2008	Clôture de la demande de propositions pour le projet de l'Hôpital général de Kingston

Projets de DMFA en cours

PROJETS EN COURS DE CONSTRUCTION

Hôpital Credit Valley
Palais de justice polyvalent de Durham
Hamilton Health Sciences – Hôpital général de Hamilton
Hamilton Health Sciences – Hôpital général Henderson
Hôpital général de Kingston
Lakeridge Health
London Health Sciences Centre/Centre de santé St-Joseph - London (phase 2)
Hôpital Montfort
Nouveau centre de données
Système de santé de Niagara
Centre régional de santé North Bay
Les services de soins de cancérologie à Ottawa
Quinte Health Care
Rouge Valley Health System
Centre de jeunes Roy McMurtry
Hôpital Royal Victoria
Centre de soins de santé Runnymede
Sarnia Bluewater Health
Hôpital de Sault-Sainte-Marie
Centre de santé St-Joseph, London (Phase 1)
Hôpital régional de Sudbury
Centre des sciences de la santé Sunnybrook
Institut de réadaptation de Toronto
Trillium Health Centre
Hôpital général de Woodstock

CLÔTURE DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Bridgepoint Health
Projet d'approvisionnement en énergie nucléaire d'Infrastructure Ontario
Hôpital régional de Windsor

DEMANDE DE PROPOSITIONS OUVERTE

Centre de toxicomanie et de santé mentale
Centres de services des autoroutes de l'Ontario
Centre de détention du Sud de Toronto
Palais de justice polyvalent de la région de Waterloo

DEMANDE DE QUALIFICATIONS OUVERTE

Complexe du coroner et des services médico-légaux
Modernisation des installations de l'O.P.P.
St. Joseph's Health Care Hamilton
Palais de justice polyvalent de Thunder Bay
Hôpital Women's College

APPEL D'OFFRES PRÉALABLES

Halton Healthcare Services
Hôpital régional Humber River
Hôpital Grace de Toronto/Markham Stouffville
Centre Oak Ridge
Palais de justice polyvalent de Quinte
Palais de justice de Toronto - Ouest
Centre de santé St-Joseph - London/St Thomas
Centre de détention du Sud-Ouest
Hôpital Memorial de Lincoln Ouest
Autoroute de Windsor-Essex

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS DE DMFA

**Hôpital Credit Valley
Mississauga, Ontario**

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : Bondfield Construction Company Ltd
Montant du contrat : 162,8 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 26,1 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 150 au plus fort de la construction

**Palais de justice polyvalent de Durham
Oshawa, Ontario**

Type de modèle : Conception-Construction-Financement-Entretien
Équipe de projet : Access Justice Durham
Montant du contrat (valeur actualisée nette) : 334 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 49 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 410 au plus fort de la construction

Hamilton Health Sciences – Hôpital général de Hamilton

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : EllisDon Corporation
Montant du contrat : 44,9 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 7,2 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 130 au plus fort de la construction

**Hamilton Health Sciences – Hôpital général
Henderson**

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : EllisDon Corporation
Montant du contrat : 198 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 29,8 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 400 au plus fort de la construction

Hôpital général de Kingston

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : PCL Constructors
Montant du contrat : 141,2 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 19,8 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : environ 75 au plus fort de la construction

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS DE DMFA (SUITE)

Lakeridge Health
Oshawa, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : Aecon Buildings et concessions
Montant du contrat : 91,5 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 300 au plus fort de la construction

London Health Sciences Centre/Centre de santé
St-Joseph - London (phase 2)

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : EllisDon Corporation

London Health Sciences Centre
Montant du contrat : 211,8 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 41,2 millions de dollars
Nombre moyen d'ouvriers présents sur le chantier au plus fort de la construction : 300

St. Joseph's Health Care (Phase 2)
Montant du contrat : 49,2 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 9,2 millions de dollars
Nombre moyen d'ouvriers présents sur le chantier au plus fort de la construction – Centre de santé St-Joseph —
London (Phase 2) : 100

Hôpital Montfort
Ottawa, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement modifié
Équipe de projet : EllisDon Corporation
Montant du contrat : 173 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 19 millions de dollars
Nombre moyen d'ouvriers présents sur le chantier au plus fort de la construction : 100

Nouveau centre de données
Guelph, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-Financement-Entretien
Équipe de projet : Plenary Properties
Montant du contrat (valeur actualisée nette) : 352 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 64,2 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 170 au plus fort de la construction

**Système de santé de Niagara
St. Catharines, Ontario**

Type de modèle : Conception-Construction-Financement-Entretien

Équipe de projet : Plenary Health Niagara (Plenary Group, Borealis Infrastructure, PCL Constructors Canada Inc., Bregman + Hamann Architects, Silver Thomas Hanley Architects et Johnson Controls)

Montant du contrat (valeur actualisée nette) : 759 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 96 millions de dollars

Nombre moyen d'ouvriers présents sur le chantier au plus fort de la construction : 1000

Centre régional de santé North Bay

Type de modèle : Construction-Financement
Entretien

Équipe de projet : Plenary Health

Montant du contrat (valeur actualisée nette) : 551 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 56,7 millions de dollars

Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 250 au plus fort de la construction

Les services de soins de cancérologie à Ottawa

Type de modèle : Construction-Financement

Équipe de projet : PCL Constructors Canada

Hôpital d'Ottawa

Montant du contrat : 46,7 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 7,9 millions de dollars

Nombre moyen d'ouvriers présents sur le chantier au plus fort de la construction : 180

Hôpital Queensway Carleton

Montant du contrat : 66,3 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 10,7 millions de dollars

Nombre moyen d'ouvriers présents sur le chantier au plus fort de la construction : 180

**Quinte Health Care
Belleville, Ontario**

Type de modèle : Construction-Financement

Équipe de projet : M. Sullivan and Son

Montant du contrat : 72,2 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 8,6 millions de dollars

Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 135 au plus fort de la construction

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS DE DMFA (SUITE)

Rouge Valley Health System
Ajax, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : Aecon Buildings
Montant du contrat : 64 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 11,3 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 75 au plus fort de la construction

Centre de jeunes Roy McMurtry
Brampton, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : Bird Construction
Montant du contrat : 93 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 9,4 millions de dollars
Nombre moyen d'ouvriers présents sur le chantier au plus fort de la construction : 380

Hôpital Royal Victoria
Barrie, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : Vanbots
Montant du contrat : 258,5 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 200 au plus fort de la construction

Centre de soins de santé Runnymede
Toronto, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : Bondfield Construction Company Ltd.
Montant du contrat : 63 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 10,8 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 120 au plus fort de la construction

Sarnia Bluewater Health

Type de modèle : Construction-Financement
Équipe de projet : EllisDon Corporation
Montant du contrat : 214 millions de dollars
Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 16,2 millions de dollars
Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 100-150 au plus fort de la construction

Hôpital de Sault-Sainte-Marie

Type de modèle : Construction-Financement-Entretien
Équipe de projet : Hospital Infrastructure Partners Inc (Carillion, EllisDon, LPF Infrastructure Fund (the Labourers' Pension Fund of Central and Eastern Canada) et CIT Financial.)

Montant du contrat (valeur actualisée nette) : 408 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 101,7 millions de dollars

Nombre moyen d'ouvriers présents sur le chantier au plus fort de la construction : 500-600

Centre de santé St-Joseph, London (Phase 1)

Type de modèle : Construction-Financement

Équipe de projet : D. Grant and Sons Limited

Montant du contrat : 32,2 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 3,1 millions de dollars

Nombre moyen d'ouvriers présents sur le chantier au plus fort de la construction : 55-65

Hôpital régional de Sudbury

Type de modèle : Construction-Financement

Équipe de projet : EllisDon Corporation

Montant du contrat : 131,9 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 16,7 millions de dollars

Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 195 au plus fort de la construction

Centre des sciences de la santé Sunnybrook Toronto, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement

Équipe de projet : Vanbots Construction

Montant du contrat : 142 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 14,1 millions de dollars

Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 160-170 au plus fort de la construction

Institut de réadaptation de Toronto

Type de modèle : Construction-Financement

Équipe de projet : Aecon Construction

Montant du contrat : 112,1 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 18,9 millions de dollars

Nombre moyen d'ouvriers présents sur le chantier au plus fort de la construction : 150

Trillium Health Centre

Mississauga and West Toronto, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement

Équipe de projet : EllisDon Corporation

Montant du contrat : 104,1 millions de dollars

Montant estimé des économies réalisées grâce au modèle de DMFA : 12,9 millions de dollars

Hôpital régional de Woodstock London, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement-Entretien

Équipe de projet : Integrated Team Solutions

Montant du contrat (valeur actualisée nette) : 268,7 millions de dollars

Nombre d'ouvriers présents chaque jour sur le chantier : 200 au plus fort de la construction

CLÔTURE DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Bridgepoint Health
Toronto, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Projet d'approvisionnement en énergie nucléaire
d'Infrastructure Ontario
Clarington, Ontario

Type de modèle : Processus d'approvisionnement
par appel d'offres en 2 phases

Hôpital régional de Windsor
Windsor, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement

DEMANDE DE PROPOSITIONS OUVERTE

Centre de toxicomanie et de santé mentale
Toronto, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Centres de services des autoroutes de l'Ontario
Highway 400/401 Corridors

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Centre de détention de Toronto-Sud
Toronto, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Palais de justice polyvalent de la région de Waterloo
Kitchener, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

DEMANDE DE QUALIFICATIONS OUVERTE

Complexe du coroner et des services médico-
légaux
Toronto, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Modernisation des installations de l'O.P.P.
Multiple Sites

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

St. Joseph's Healthcare Hamilton, Centre for
Mountain Health Services
Hamilton, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Palais de justice polyvalent de Thunder Bay
Thunder Bay, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Hôpital Women's College
Toronto, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

APPEL D'OFFRES PRÉALABLES

Halton Healthcare Services
Oakville, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Hôpital régional Humber River
Toronto, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Hôpital Grace de Toronto/Markham Stouffville
Toronto, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement

Centre de santé mentale de Penetanguishene
Penetanguishene, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Palais de justice polyvalent de Quinte
Belleville, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Centre de détention du Sud-Ouest
Waterloo, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Centre de santé St-Joseph - London/St Thomas
London et St. Thomas, Ontario

Type de modèle : Construction-Financement

Palais de justice de Toronto-Ouest
Toronto, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Hôpital Memorial de Lincoln Ouest
Grimsby, Ontario

Type de modèle : Conception-Construction-
Financement-Entretien

Autoroute de Windsor-Essex
Windsor, Ontario

Le point sur l'activité du programme de prêts d'Infrastructure Ontario

Au 31 mars 2009, Infrastructure Ontario s'était engagé à avancer 2,5 milliards de dollars sous forme de prêts. Sur ce total, une somme de plus de 1,9 milliard avait été avancée pour financer au-delà de 850 projets d'infrastructure visant au renouvellement des routes, des ponts, des universités, des réseaux d'aqueduc et d'autres infrastructures publiques vitales de la province.

Conformément à ce qui a été annoncé dans le budget de l'Ontario 2008, le programme de prêts a été élargi en 2008-2009 pour inclure les établissements de formation artistique sans but lucratif, les régies locales des services publics et les fournisseurs de logements sociaux et abordables.

RÉSULTATS OBTENUS PAR LE PROGRAMME DE PRÊTS AU 31 MARS 2009 :

- Le montant total des prêts d'Infrastructure Ontario approuvés et validés à la fin de l'année 2008-2009 était de 2,59 milliards de dollars. Sur cette somme, 1,98 milliard de dollars ont déjà été avancés.
- Le montant net des avances effectuées dans le cadre du programme a totalisé 1,74 milliard de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 19,5 % par rapport à l'année précédente.
- Quatre-vingt-quinze demandes de prêt totalisant un montant de 861,66 millions de dollars ont été déposées lors de l'exercice 2008-2009. Cela représente une augmentation de 57 % par rapport à l'exercice 2007-2008. Il s'agit en outre du plus grand nombre de demandes reçues depuis que le programme a vu le jour, en 2003.
- La moitié (soit 426 millions de dollars) des nouvelles demandes de prêt provenaient de nouveaux clients.
 - Les secteurs ayant récemment bénéficié d'un élargissement du programme – les établissements de formation artistique sans but lucratif, les régies locales des services publics et les fournisseurs de logements sociaux – ont déposé des demandes totalisant 292 millions de dollars.
 - 134 millions de dollars de demandes de prêt provenaient de nouveaux clients œuvrant dans des secteurs existants.
- Plus de 220 clients appartenant au secteur public ont déposé une demande de prêt depuis la mise en place du programme.

SONDAGE ANNUEL AUPRÈS DES CLIENTS :

- Les clients sont très satisfaits du processus de prêt. Le taux de satisfaction moyen était de 4,1 sur 5,0, soit le même que l'année précédente.
- 92 % des clients actuels ont déclaré qu'ils travailleraient à nouveau volontiers avec IO à l'avenir, un chiffre en augmentation de 6 % par rapport à l'année dernière.
 - Un tiers de tous les clients actuels d'IO ont déposé plus d'une demande de prêt.
- Quatre sur cinq des entités qui ne sont pas clientes d'IO connaissent l'existence du programme de prêt d'Infrastructure Ontario
 - Une entité sur quatre envisage de recourir à un prêt d'Infrastructure Ontario pour financer sa « toute prochaine dépense d'équipement ».

AMÉLIORATIONS PAR RAPPORT À L'ANNÉE PASSÉE :

- Élargissement du programme à trois nouveaux secteurs – les établissements de formation artistique sans but lucratif, les régies locales des services publics et les fournisseurs de logements abordables et sociaux
- Ajout d'un nouveau gestionnaire de comptes. Il y aura désormais un gestionnaire pour chaque région, le sud-ouest, le centre, l'est et le nord.
- Mise à jour en ligne en temps réel des taux pour une meilleure efficacité
- Introduction d'une structure de taux étagée tenant compte des efforts nécessaires pour évaluer les caractéristiques fondamentales uniques de chaque secteur client admissible en matière de crédit
- Fourniture d'avances de prêts à la construction en ligne pour les clients municipaux
- Fourniture d'un flux financier anticipé
- Élaboration d'un outil en ligne destiné à aider les clients municipaux à mieux comprendre les avantages du financement par emprunt
- Amélioration du système de dépôt de demande en ligne WebLoans
- Création du Programme de partenariats stratégiques
- Consolidation et minimisation des renseignements pour limiter les répétitions inutiles
- Amélioration du processus de présentation des rapports de gestion des projets

RÉSUMÉ ET PERSPECTIVES POUR 2009-2010

Un grand nombre de facteurs ont eu un impact sur le nombre de prêts cette année – les programmes de subventions, l'élargissement du programme de prêt et notre climat économique.

Tandis que les troubles économiques résultant de la crise des subprimes aux États-Unis se propageaient aux secteurs de la finance et de la fabrication partout à travers le monde, Infrastructure Ontario s'est trouvé en excellente position pour répondre aux contractions du marché du crédit et a été en mesure de répondre à la demande en matière de prêts dans l'ensemble des secteurs. La disponibilité des liquidités d'Infrastructure Ontario pour financer des projets d'infrastructure sur un marché du crédit difficile a permis à nos clients de mener à bien leurs projets. Sans cela, il est possible qu'il leur aurait été difficile d'obtenir un financement.

Les annonces effectuées relativement aux programmes de subvention des gouvernements fédéral et provincial et du programme de prêt de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ont eu une incidence sur le programme de prêt d'Infrastructure Ontario — et vont continuer à avoir une incidence au cours de l'année à venir — en incitant le secteur municipal, notre principale clientèle, à temporiser. Bien que ces programmes municipaux constituent un défi pour le programme de prêt en proposant d'autres sources de financement des projets, l'accent que met le gouvernement sur les projets d'infrastructure pour stimuler l'économie offrira des possibilités, du fait que les clients chercheront à financer leur part des projets prêts à être mis en chantier.

Au cours de l'année à venir, le programme de prêts devrait voir son activité augmenter auprès des secteurs non municipaux suite à l'annonce du gouvernement provincial qui vise à réaménager des lits dans les foyers de soins de longue durée de type B et C et à élargir le programme fédéral/provincial de logement abordable.

Présentation de la Société

MANDAT ET HISTOIRE

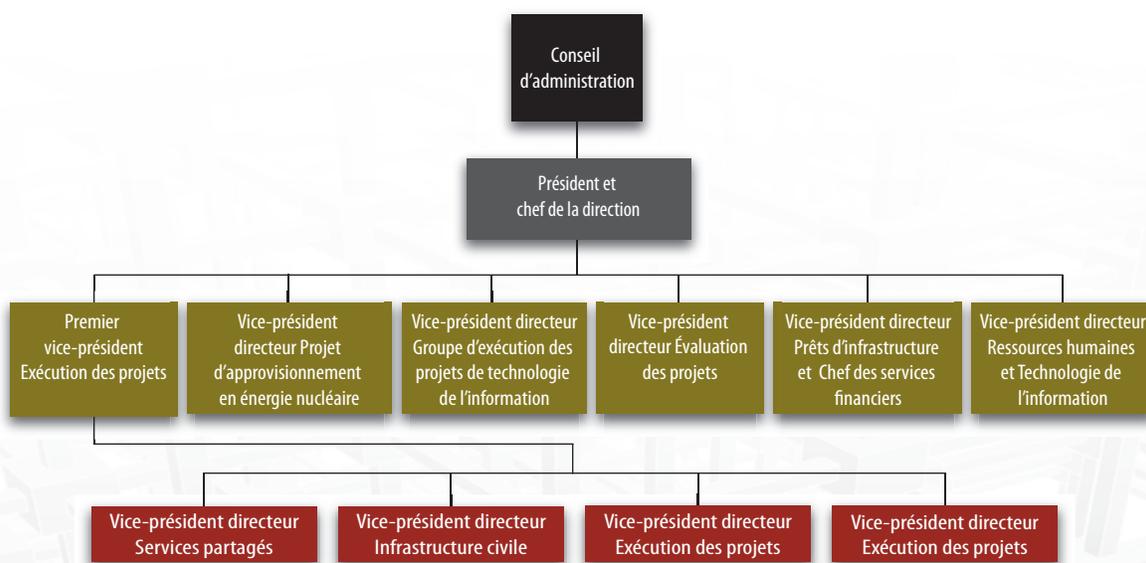
Infrastructure Ontario est une société de la Couronne qui se consacre à la gestion de certains projets de renouvellement des infrastructures, les plus vastes et les plus complexes de la province. La Société veille à ce que ces projets soient exécutés dans le respect des délais et du budget prévus et elle appuie les investissements dans les infrastructures du secteur public élargi.

En 2005, le gouvernement provincial a lancé ReNouveau Ontario 2005-2010, un plan d'investissement stratégique de 30 milliards de dollars, afin de corriger un important déficit de l'infrastructure publique et de préparer la croissance future. Infrastructure Ontario représente une composante essentielle de ce plan. ReNouveau Ontario a accompli ce qui était à faire avec une année complète d'avance et a contribué à s'occuper du déficit très significatif en infrastructure qui s'était accumulé au cours des trois décennies antérieures à 2003.

Notre tâche est guidée par les principes énoncés dans un document cadre, publié par la province et intitulé Pour un avenir meilleur, document qui garantit le maintien dans le domaine public d'actifs essentiels tels que les hôpitaux, les écoles et les usines de traitement des eaux et des eaux usées. En se servant du modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement, Infrastructure Ontario fait stratégiquement appel au financement et à l'expertise du secteur privé pour rebâtir et maintenir l'infrastructure fondamentale, dans le respect des délais et des budgets. En outre, Infrastructure Ontario offre aux municipalités, universités et autres organismes du secteur public de l'Ontario un accès à des prêts à faible taux d'intérêt pour leur permettre de bâtir et de renouveler l'infrastructure publique locale.

STRUCTURE

Infrastructure Ontario est organisée en six domaines fonctionnels, comme l'illustre la figure ci-dessous:



L'équipe Exécution des projets est chargée de gérer la planification, la conception et la livraison de vastes projets d'infrastructure publique. Elle est assistée en cela par le service des communications liées aux projets, le service des finances, le service juridique et le service d'approvisionnement. Ses tâches sont variées : négociation de contrats avec des consortiums du secteur privé et gestion de projets, de l'approvisionnement à l'achèvement des travaux de construction.

L'équipe du projet Approvisionnement en énergie nucléaire est une équipe spécialement chargée d'assister le gouvernement à développer la capacité de production d'électricité nucléaire. Cette équipe a pour tâche de sélectionner un fournisseur de réacteur nucléaire.

Le nouveau Groupe d'exécution des projets de technologie de l'information utilise les principes de livraison conformes à l'échéancier et au budget du modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement pour pouvoir, au profit des contribuables, raccourcir les échéanciers et accroître le rapport qualité-prix des gros projets d'infrastructure technologique. L'équipe travaille en partenariat avec eHealth Ontario, un organisme d'État provincial, afin d'appuyer les initiatives gouvernementales visant à proposer aux patients des soins plus sûrs et de meilleure qualité en ayant recours à des solutions technologiques et novatrices pour élaborer un système de prise en charge des maladies chroniques, en l'occurrence, un registre du diabète.

L'équipe Évaluation des projets s'occupe de mettre en lumière et de planifier des projets qui pourraient être financés selon le modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement. Certains de ces projets pourraient être envisagés au départ comme des projets de type classique tandis que d'autres pourraient se situer au tout début de la planification par des entités du secteur public élargi. Ce groupe coordonne les services de consultation proposés aux municipalités, aux universités et aux autres entités publiques qui envisagent de réaliser un projet en ayant recours au modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement.

L'équipe Prêts d'infrastructure a pour tâche d'administrer le programme de prêts d'Infrastructure Ontario, lequel procure aux municipalités, universités et autres entités du secteur public de l'Ontario un accès à des prêts à faible taux d'intérêt pour leur permettre de bâtir et de renouveler l'infrastructure locale. Cette équipe apporte aussi son soutien aux autres composantes d'Infrastructure Ontario en leur prodiguant une assistance financière et juridique et en se chargeant des communications et des relations d'entreprise.

L'équipe Ressources humaines et Technologie de l'information a la responsabilité de renforcer les capacités internes afin de satisfaire aux besoins d'Infrastructure Ontario en matière de technologie de l'information et de personnel, notamment en élaborant des programmes destinés aux employés. Cette division met Infrastructure Ontario en meilleure position pour recruter et retenir de la main-d'œuvre compétente et accroître la productivité par le biais de la technologie.

STRATÉGIE GLOBALE

Infrastructure Ontario continuera d'être un organisme appliquant des pratiques exemplaires reconnues dans le monde entier en matière de conception et de construction d'infrastructures. Plusieurs stratégies sont en place pour nous permettre de tirer le meilleur parti de nos premières réussites.

En premier lieu, nous continuerons d'exécuter les projets qui nous sont confiés en tenant compte des impératifs de temps et des contraintes budgétaires qui leur correspondent ainsi que de leur envergure. Infrastructure Ontario contrôle la mise à exécution de plus de 50 projets; grâce à nos efforts concertés et diligents, nous ferons en sorte que ces projets soient réalisés de manière satisfaisante par nos soumissionnaires.

Deuxièmement, dès le commencement des travaux, nous en superviserons l'exécution pour faire en sorte qu'ils correspondent à l'envergure souhaitée et qu'ils soient effectués dans les délais prévus et dans le respect des impératifs budgétaires. Ce n'est que lorsque les projets auront été exécutés que notre tâche sera terminée.

Troisièmement, nous appuierons les investissements en infrastructure dans l'ensemble du secteur public. Infrastructure Ontario remplit deux fonctions essentielles pour aider le secteur public élargi à bâtir des infrastructures : l'octroi de prêts par le biais du programme de prêts et l'évaluation des projets.

Quatrièmement, nous nous attacherons à répondre aux attentes de nos clients et nous continuerons de nous efforcer à améliorer encore plus notre service à la clientèle.

Cinquièmement, nous atteindrons les objectifs financiers et les objectifs d'affaires d'Infrastructure Ontario. Nos réussites concrètes doivent aller de pair avec une bonne santé financière.

Et pour finir, nous allons poursuivre sur notre lancée en améliorant et en adaptant continuellement nos stratégies et nos programmes, afin de relever de nouveaux défis et d'appuyer les nouvelles priorités gouvernementales.

Gouvernance

La structure de gouvernance d'entreprise d'Infrastructure Ontario est établie dans la Loi de 2006 sur la Société ontarienne de travaux d'infrastructure. Infrastructure Ontario est une société sans capital-actions qui est dirigée par les membres de son Conseil d'administration. Ces derniers sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le président du Conseil et le chef de la direction sont également désignés et nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Cette structure de gouvernance a pour objet de garantir que les activités d'Infrastructure Ontario sont menées conformément aux règlements, politiques et lignes directrices du gouvernement.

Conformément à son engagement en matière de gouvernance, Infrastructure Ontario élabore un rapport annuel qui doit être conforme aux lignes directrices du Conseil de gestion du gouvernement, rapport qui doit être approuvé par le Conseil et soumis au ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure pour présentation à l'Assemblée législative.

Le Conseil d'administration assure une surveillance stratégique générale en tenant compte des objectifs de la Société. Le Conseil est aussi chargé de l'approbation des politiques liées à l'évaluation et à la gestion du risque et c'est lui qui approuve les politiques relatives à l'attribution des primes de rendement. Il donne le feu vert aux projets dont l'envergure et le budget sont dans des limites acceptables. Le Conseil surveille les activités de la haute direction en ce qui a trait à l'observation des lois et règlements, à l'efficacité du système de contrôle interne et de la procédure d'audit et au respect des exigences en matière de rapports. Enfin, il prodigue des conseils au ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tony Ross **Président du Conseil**

Tony Ross est président du Conseil d'Infrastructure Ontario. Auparavant, M. Ross avait travaillé comme consultant en affaires pour RG Group où il était chargé de conseiller, entre autres, la Financière Manuvie, le gouvernement de Terre-Neuve, l'Université de Toronto, l'Université York, le Centre des congrès d'Ottawa, Hydro One, Valeurs Mobilières TD, Merrill Lynch Canada, l'Hôpital de Scarborough et Telus.

Avant de se joindre à RG Group, M. Ross était vice-président du Conseil de Merrill Lynch, où il dirigeait les activités du groupe du marché des capitaux.

Administrateur et président du Conseil depuis le 2 novembre 2005

Fin de mandat : 31 mars 2011

Membre du Comité de gestion et d'indemnisation

Statut : non-indépendant (président à part entière du Conseil de la Société)

Patrick J. Dillon

Patrick J. Dillon est directeur commercial et secrétaire-trésorier du Provincial Building and Construction Trades Council of Ontario depuis janvier 1997.

Il a commencé à travailler en 1961 comme apprenti électricien dans le domaine de la construction et il est devenu ouvrier spécialisé en 1966. Fort de ses 18 ans d'expérience dans la construction, il a été élu directeur des affaires de la section locale 105 de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE). En 1991, il a été élu président exécutif du Construction Council of Ontario (association des constructeurs de réseaux électriques) de la FIOE où il a créé la très efficace section de syndicalisation provinciale.

Le gouvernement de l'Ontario l'a nommé membre du Conseil d'administration de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents de travail (CSPAAT). Il siège en outre au Conseil d'administration des organismes suivants : Secrétariat ontarien à la construction (SOC), Construction Safety Association of Ontario (CSAO), Construction Sector Council of Canada, Infrastructure Ontario, 2015 Toronto-Greater Golden Horseshoe Pan AM Bid, le Workers Arts and Heritage Centre et De Novo Treatment Centre. M. Dillon est un ancien membre de la Hamilton Harbour Commission.

M. Dillon, qui réside à Hamilton, est un passionné de curling et de golf.

Il est marié et il a deux enfants

Administrateur depuis le 6 septembre 2006
Fin de mandat : 5 septembre 2009
Membre du Comité de gestion du crédit et des risques
Statut : indépendant

David Livingston **Président et chef de la direction**

En tant que président et chef de la direction d'Infrastructure Ontario, David Livingston supervise l'organisme de la couronne responsable de l'exécution de projets d'infrastructure de grande envergure pour le gouvernement de l'Ontario.

David Livingston a 30 ans d'expérience dans le secteur des services financiers, récemment couronnés par l'attribution du poste de vice-président exécutif, Expansion de l'entreprise, dans le Groupe Financier Banque TD.

M. Livingston a reçu un B. Sc. de l'Université Western Ontario et un M.B.A. de l'Université Queen's. Il est membre du Conseil d'administration de eHealth Ontario, de Cancer de l'ovaire Canada et de la Société d'aide à l'enfance de Toronto, en plus d'Infrastructure Ontario. M. Livingston et son épouse ont deux enfants adultes.

Chef de la direction depuis le 21 novembre 2005
Fin de mandat : 20 novembre 2011
Statut : non-indépendant (président et chef de la direction de la Société)

CONSEIL D'ADMINISTRATION (SUITE)

Gadi Mayman

En sa qualité de chef de la direction de l'Office ontarien de financement, Gadi Mayman est responsable des programmes de gestion des emprunts et dettes de la province et de la liaison avec le secteur bancaire et les marchés des capitaux. Il est également chef de la direction de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.

M. Mayman copréside le Joint Nuclear Funds Investment Committee, un comité paritaire de l'OOF et de l'Ontario Power Generation Inc. (OPG). Auparavant, il siégeait au Conseil d'administration de l'Agence ontarienne des eaux et y a fondé le comité de vérification dont il a été le premier président. M. Mayman siège également au Conseil d'administration de l'Ontario Capital Growth Corporation.

Avant d'entrer au service du ministère des Finances de l'Ontario, M. Mayman avait travaillé comme agent du trésor à la Société pour l'expansion des exportations à Ottawa et à la Division internationale de la Banque TD.

M. Mayman a obtenu un baccalauréat ès sciences en génie industriel à l'Université de Toronto en 1981 et une maîtrise en administration des affaires à la University of Western Ontario en 1988.

Administrateur depuis le 2 novembre 2005

Fin de mandat : le 1er novembre 2011

Membre du Comité de gestion du risque de crédit

Statut : non-indépendant (chef de direction de l'Office ontarien de financement)

Isabel Meharry

Isabel Meharry est vice-présidente des finances, secrétaire-trésorière et chef des finances à Green Shield Canada, société spécialisée dans les régimes de prestations de soins de santé et dentaires individuels et collectifs et leur administration.

Mme Meharry a plus de 25 ans d'expérience à son actif en qualité de cadre de la haute direction dans le domaine des finances et de l'exploitation. Avant de se joindre à Green Shield Canada, elle était présidente et chef de la direction de Financial Executive International Canada. Elle a également été conseillère de direction auprès du président du Conseil et du chef de la direction de la Financière Sun Life du Canada à Hong Kong, vice-présidente à la direction de la compagnie d'assurance Aviva, chef des finances de la Insurance Corporation of British Columbia et vérificatrice en chef à la North American Life Insurance Company (faisant désormais partie de Manuvie).

Mme Meharry est membre de plusieurs Conseils d'administration et elle a récemment été réélue au Conseil de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario. Elle détient un M.B.A. de l'Université York ainsi que les titres de comptable agréée, de certified fraud examiner (juricomptable), de certified public accountant (experte-comptable) et de chartered director.

Administratrice depuis le 24 août 2006

Fin de mandat : 23 août 2009

Membre du Comité de vérification (présidente)

Statut : indépendant

Linda Robinson

Linda Robinson est associée principale chez Osler, Hoskin & Harcourt LLP, un cabinet d'avocats de premier plan au Canada, au sein duquel elle est la présidente sortante du service national du droit des affaires. Avocate en droit des sociétés, Mme Robinson est spécialisée dans les secteurs des fusions et acquisitions, de la restructuration des entreprises et des finances et dans les questions concernant les actionnaires. Mme Robinson, qui détient un M. Sc. en études urbaines et planification régionale de la London School of Economics, s'intéresse depuis longtemps au renouvellement de l'infrastructure.

Administratrice depuis le 21 février 2007

Fin de mandat : 20 février 2010

Membre du Comité de gouvernance et d'indemnisation (présidente)

Statut : indépendant

Anthony Salerno

M. Salerno est à l'heure actuelle président de Integrity Works, Inc., une firme de consultants spécialisée dans la fourniture de divers services d'affaires auprès des secteurs publics et privés en matière de gouvernance, de conformité aux règlements et de déontologie des affaires.

De 2000 à 2005, M. Salerno a été directeur principal de Global Investment Banking and Investment and Corporate Banking chez BMO Nesbitt Burns. De 1995 à 2000, M. Salerno a été président-directeur général et vice-président de l'Office ontarien de financement, et a conseillé le ministre des Finances relativement à un grand nombre d'initiatives, dont la restructuration d'Ontario Hydro. Avant cela, il a occupé un grand nombre de postes aux responsabilités de plus en plus importantes au sein du ministère des Finances et du ministère du Transport, où il a mené à bien l'élaboration et la mise en œuvre du partenariat public-privé d'origine pour l'autoroute 407.

Il siège également à plusieurs Conseils d'administration, dont ceux de Cornerstone Capital, de l'Agence ontarienne des eaux et de Superbuild Corporation.

Administrateur depuis le 28 mai 2008

Fin de mandat : 27 mai 2011

Membre du Comité de vérification

Statut : indépendant

CONSEIL D'ADMINISTRATION (SUITE)

Jim Schwindt

Jim Schwindt, qui a une formation d'ingénieur, a commencé sa carrière à Traugott Construction Limited en 1973 comme préposé aux devis et chef de projet. Il a été promu directeur général en 1978 et est devenu président et associé principal en 1982, poste qu'il a occupé jusqu'à son départ à la retraite à la fin de 2005.

Tout au long de sa carrière, M. Schwindt a été administrateur et président du Conseil de nombreuses associations, dont le Council of Ontario Construction Associations, l'Ontario General Contractors Association et la Grand Valley Construction Association.

M. Schwindt a reçu un B.Sc.A. en génie civil de l'Université de Waterloo en 1973.

Administrateur depuis le 21 février 2007
Fin de mandat : 20 février 2010
Membre du Comité de vérification
Statut : indépendant

Darija Scott

Darija Scott est directrice générale et cofondatrice de SCOTT Associates Architects Inc., société créée en 1987. Cette société, dont le siège social se trouve à Toronto, offre des services de consultation à l'échelle internationale pour des projets d'infrastructure publics et privés, lesquels sont devenus le domaine de spécialisation de Mme Scott. Mme Scott a travaillé un peu partout dans le monde à divers prestigieux projets de privatisation de réseaux de transport, notamment pour Lockheed et Hughes, Bouygues et Skanska, British Aerospace, Aéroports de Paris, et diverses administrations aéroportuaires.

Sa société d'architectes, SCOTT Associates, a conçu l'aérogare 3 de l'aéroport Pearson de Toronto et s'occupe de projets importants à Pearson, dont la conception du nouveau garage de 13 200 véhicules pour la nouvelle aérogare et la modernisation et l'agrandissement de l'aérogare 3.

Mme Scott dirige les divisions du développement des affaires de la Société au Canada et aux États-Unis.

Administratrice depuis le 26 août 2006
Fin de mandat : 23 août 2009
Membre du Comité de gouvernance et d'indemnisation
Statut : indépendant

COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité de vérification

Le Comité de vérification a pour tâche de surveiller les pratiques en matière de gestion du risque et d'établissement de rapports financiers d'Infrastructure Ontario. Il relève du Conseil d'administration, auquel il prête son concours en le déchargeant de ses responsabilités de contrôle à l'égard des risques auxquels Infrastructure Ontario se trouve exposée en raison de ses activités financières.

Comité de gestion du crédit et des risques

Le Comité de gestion du crédit et des risques veille à ce qu'Infrastructure Ontario se conforme à la politique de gestion du crédit et des risques et à la politique de gestion du passif et de l'actif en fonction de l'analyse des risques, des politiques approuvées par le Conseil d'administration. Il est également chargé de présenter au Conseil des recommandations de politique et de surveiller le profil de risque d'Infrastructure Ontario.

Comité de gouvernance et d'indemnisation

Le Comité de gouvernance et d'indemnisation est chargé de prodiguer des recommandations au Conseil d'administration quant à la composition du Conseil d'administration et de ses comités. Il a aussi pour tâche de faire adopter une série de principes de gouvernance d'entreprise destinés à favoriser une saine culture de gouvernance au sein d'Infrastructure Ontario. Le Comité s'occupe également de l'examen de la rémunération du chef de la direction et il émet des recommandations à ce sujet. En outre, le Comité exerce une activité de surveillance à l'égard de l'enveloppe budgétaire des programmes incitatifs d'encouragement aux employés d'Infrastructure Ontario ainsi qu'à l'égard des dépenses globales des Ressources humaines.

Rémunération des administrateurs

Les administrateurs qui ne sont pas des employés d'Infrastructure Ontario reçoivent des honoraires annuels de 5 000 \$. Les administrateurs sont rémunérés pour les réunions auxquelles ils assistent, à raison de 500 \$ par réunion. Infrastructure Ontario défraie le coût de leurs frais de voyage et autres frais encourus pour se rendre aux réunions ou s'acquitter d'autres tâches liées à leurs fonctions.

Divulgence des traitements dans le secteur public

Infrastructure Ontario est assujettie à la Loi sur la divulgation des traitements dans le secteur public et elle est donc tenue de divulguer les traitements annuels de 100 000 \$ et plus. Aux fins d'application de la Loi, le traitement inclut les primes et avantages imposables dont l'employé a bénéficié durant l'année, tels qu'ils doivent être déclarés aux fins de l'impôt personnel sur le revenu.

SENIOR EXECUTIVE

David Livingston

Président et chef de la direction

En sa qualité de président et de chef de la direction d'Infrastructure Ontario, David Livingston dirige la société de la Couronne chargée d'exécuter des projets d'infrastructure publique de grande envergure pour le gouvernement de l'Ontario.

M. Livingston a 30 ans d'expérience dans le secteur des services financiers, une carrière couronnée par l'attribution du poste de premier vice-président, Expansion de l'entreprise, dans le Groupe Financier Banque TD.

M. Livingston a reçu un B. Sc. de l'Université Western Ontario et un M.B.A. de l'Université Queen's. Il est membre du Conseil d'administration de eHealth Ontario, de Cancer de l'ovaire Canada et de la Société d'aide à l'enfance de Toronto, en plus d'Infrastructure Ontario. M. Livingston et son épouse ont deux enfants adultes.

Jim Dougan

Premier vice-président, Réalisation de projets

Jim Dougan a été conseiller auprès du ministère du Renouvellement de l'Infrastructure publique, qu'il a aidé à mettre sur pied le plan de diversification des modes de financement. Il s'est joint à Infrastructure Ontario (IO) lors de sa fondation, y apportant plus de 25 ans d'expérience au chapitre de la prise en charge complète de projets, depuis la phase de développement jusqu'à la construction. En sa qualité de premier vice-président, Réalisation de projets, M. Dougan est responsable de la surveillance des projets et de l'orientation stratégique d'Infrastructure Ontario. Il guide notre équipe d'experts dans tous les aspects de la réalisation des projets, tant aux niveaux juridique et financier qu'en matière de communications et de gestion.

L'impressionnant parcours de carrière de M. Dougan comprend des postes de gestion importants au sein de deux entreprises figurant parmi les plus importantes de l'industrie. En qualité de président et directeur de l'exploitation de la société Falls Management Company, M. Dougan a mené à bien un projet d'un milliard de dollars, la construction à Niagara Falls (Ontario) du Fallsview Casino Resort, un casino et centre de villégiature de 2,5 millions de pieds carrés.

Par ailleurs, M. Dougan a travaillé pendant plus de 22 ans auprès de la plus grande entreprise publique de construction et d'aménagement d'infrastructure cotée en bourse au Canada, BFC Construction Group (maintenant connue sous le nom d'Aecon Group Inc.). Au cours de ses années à BFC, il a été directeur de l'exploitation et président-directeur général de la division de construction et il a résidé à Toronto, à Vancouver et à Seattle. De surcroît, durant cette période, M. Dougan a également été membre dirigeant de Group West Associates, LLC, une société dispensant des services d'architecture, d'aménagement intérieur et de développement.

Tony Day

Premier vice-président, Ressources humaines et technologies de l'information

Tony Day possède plus de 30 ans d'expérience variée dans les domaines des ressources humaines et de la technologie de l'information, expérience acquise tant dans le secteur public que dans le secteur privé, dans trois différentes provinces. Au début de sa carrière, M. Day a travaillé dans le secteur privé (Consolidated Bathurst et une grande banque), dans les domaines de la restructuration des activités administratives et du développement de systèmes de cartes de crédit ainsi que de la comptabilité générale et analytique. Par la suite, il s'est occupé de la création et de la mise en place de plusieurs systèmes d'information, principalement en ressources humaines, chez Siemens et pour le ministère des Transports, le ministère de l'Éducation et le Bureau du Conseil des ministres.

L'expérience de M. Day en ressources humaines au cours des dix dernières années a consisté principalement à aider des organisations à définir des plans d'affaires et à diriger des restructurations et transformations à grande échelle. Il a récemment aidé le ministère du Travail à résoudre certains problèmes épineux en revoyant l'organisation des services des Ressources humaines.

C'est le défi de bâtir un organisme à partir d'un simple concept et la volonté de réussir à obtenir des résultats comme les nôtres qui ont attiré Tony vers Infrastructure Ontario. Il aimerait être reconnu comme ayant conçu un organisme construit pour durer et dont les employés sont fiers de faire partie.

Renato Discenza

Premier vice-président, Exécution des projets de technologie de l'information

Renato Discenza est premier vice-président, Exécution des projets de technologie de l'information. Il dirige le groupe responsable de la réalisation des systèmes de technologie de l'information les plus importants au profit de la population ontarienne, en ayant recours au modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement. Cadre supérieur en technologie de l'information et en communication, Renato cumule plus de 22 ans d'expérience en matière de mise sur pied d'équipes efficaces et en gestion d'organismes, une tâche dans laquelle il excelle. Il a occupé plusieurs postes de membre du comité directeur et de cadre supérieur au sein de Bell Canada et d'AT&T Canada. Plus récemment, il a occupé le poste de vice-président des ventes aux entreprises chez Bell Canada. Renato a par ailleurs occupé plusieurs fonctions clés au sein de la direction. Il a notamment été responsable des services de télécommunication, de l'exploitation réseau, de l'approvisionnement, du service à la clientèle, de la transformation de l'entreprise, de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique, de la gestion des capitaux, des services partagés et de la planification réseau et de l'ingénierie.

Renato est en outre actif au sein de la collectivité et siège au Conseil d'administration de l'aéroport international de Windsor et de la Change Foundation. Il a par ailleurs siégé à plusieurs Conseils d'administration au cours de ces dernières années, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, notamment à ceux de Waterfront Toronto, d'Amtelecom Income Trust, du Conseil des gouverneurs de l'Hôpital Credit Valley, de Jeunes entreprises et de l'Ontario Chamber of Commerce. Il a été président de la Greater Toronto Marketing Association ainsi que du Fonds de développement économique de Bell Canada. Renato a également siégé à plusieurs conseils consultatifs dans des domaines tels que l'éducation, la sécurité communautaire et l'infrastructure publique. Il a en outre été un membre actif de plusieurs cabinets de Centraide du Grand Toronto. En reconnaissance de sa réussite professionnelle en termes de vision, de leadership et d'impact, de son implication et de sa contribution à la collectivité et de ses stratégies de développement et de croissance, Renato a reçu le prestigieux prix Top 40 Under 40™.

SENIOR EXECUTIVE (SUITE)

Vas Georgiou

Premier Vice-président, Réalisation de projets

Vas Georgiou possède près de 20 ans d'expérience dans le domaine de la santé. Il a œuvré dans les secteurs public et privé où il a occupé de nombreux postes de haute direction dans le domaine de l'exploitation et de la gestion du secteur des soins de santé et dans celui de l'accueil. Il a notamment travaillé au Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto, au Toronto East General Hospital et au St. Joseph's Health Centre de Toronto. Il a en outre été directeur de projet en charge d'importants agrandissements à l'Hôpital de Markham-Stouffville, au Hospital for Sick Children de Toronto et à l'Hôpital Général de Guelph.

Avant de travailler pour Infrastructure Ontario, M. Georgiou était premier vice-président des Services d'exploitation, de soins cliniques et de soutien au St. Joseph's Health Centre de Toronto, où il a également assumé de façon provisoire les fonctions de président et de chef de la direction durant une période prolongée.

À Infrastructure Ontario, M. Georgiou est chargé de la planification stratégique, de la conception, du financement et de l'approvisionnement des importants projets d'infrastructure publique.

Mathew Kattapuram

Premier vice-président, Infrastructure civile

Avant de rejoindre Infrastructure Ontario, Mathew travaillait pour Carillion Canada en qualité de vice-président du développement des infrastructures. Il a ainsi pu se familiariser avec Infrastructure Ontario et avec le modèle de DMFA. Il a en effet supervisé plusieurs projets de DMFA d'une valeur de plusieurs milliards de dollars dans le secteur des soins de santé, dont l'hôpital Royal d'Ottawa, les hôpitaux de North Bay, de Sault-Sainte-Marie, de Woodstock, de Niagara et de Bridgepoint.

En plus de l'expérience considérable qu'il a acquise dans le cadre de la construction d'importants projets d'infrastructure civile (autoroutes, ponts et lignes de chemin de fer), Mathew a également occupé un rôle de leader auprès de l'un des candidats à l'achat de l'autoroute 407, le premier projet de PPP dans le secteur des transports. Il a joué un rôle majeur dans l'élaboration de la stratégie de Carillion visant à élargir le champ d'exécution de projets de PPP et a été chargé d'identifier des possibilités de soumission d'appel d'offres appropriées, d'établir des stratégies en matière d'appel d'offres, d'évaluer les risques, de rassembler des consortiums et des équipes autour des appels d'offres et de mener les négociations.

Mathew est membre de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario. Il a reçu un B. Sc. en génie civil de l'Université de Calgary et a suivi un programme de gestion supérieure à l'Université Ashton de Birmingham, au Royaume-Uni.

Mathew s'est joint à Infrastructure Ontario pour être au premier plan de la réalisation de projets de DMFA. Il s'efforcera notamment de veiller au respect des mandats d'Infrastructure Ontario en ce qui concerne les échéanciers et les budgets, lorsqu'Infrastructure Ontario élargira ses activités aux projets routiers et de transport.

John McKendrick

Premier vice-président, Réalisation de projets

En tant que premier vice-président, Réalisation de projets, John McKendrick est responsable de la planification stratégique, de la conception, du financement et de l'approvisionnement des grands projets d'infrastructure publique. Depuis l'automne 2005, M. McKendrick et les membres de son équipe ont injecté plus de cinq milliards de dollars sur le marché, répartis en plus d'une vingtaine de projets; par ailleurs, ils ont mis la dernière main au financement de 16 projets, dont la construction a pu être démarrée.

En entrant à Infrastructure Ontario, M. McKendrick apportait plus de 17 ans d'expérience au sein du gouvernement provincial durant lesquels il avait acquis une expertise dans le domaine financier et dans celui du développement de projets d'infrastructure. Le dernier poste qu'il avait occupé avant de se joindre à Infrastructure Ontario était celui de sous-ministre adjoint au ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique. Il a également occupé le poste de directeur à la Direction du financement des entreprises de l'Office ontarien de financement. M. McKendrick a participé au financement d'un certain nombre de projets d'infrastructure dans des secteurs variés, parmi lesquels figurent des hôpitaux, des conseils scolaires, des universités et des sociétés de la couronne; il a également participé à des financements reposant sur l'actif et à d'autres financements structurés.

Bill Ralph

Premier vice-président, Prêts d'infrastructure et chef des finances

Avec plus de 25 ans d'expérience dans les domaines des finances et de la gestion au sein du gouvernement de l'Ontario, Bill Ralph a des qualités de chef; il en a donné des preuves en formulant une nouvelle manière de financer et de réaliser les projets d'infrastructure en Ontario. Il a établi l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA) - un programme de prêts d'infrastructure publique novateur, abordable et efficace qui est d'ailleurs le premier de ce type au Canada. Avant la création de l'OSIFA, M. Ralph avait présidé à la création du système de planification, financement et approvisionnement de l'infrastructure pour la province de l'Ontario, ainsi qu'à un certain nombre de projets très en vue pour le ministère des Finances.

À Infrastructure Ontario, M. Ralph continue de jouer un rôle essentiel en révolutionnant la conception des investissements d'infrastructure en Ontario. Il a notamment contribué à l'adoption du cadre intitulé Pour un avenir meilleur, un cadre qui s'adresse au secteur public élargi et qui permet aux investissements d'infrastructure d'être plus performants et efficaces par le biais de la mise en œuvre du programme de prêts d'Infrastructure Ontario doté d'un budget de plus de deux milliards de dollars. En sa qualité de chef des finances, Bill est chargé de prodiguer des conseils financiers et stratégiques et d'appuyer la haute direction, le président-directeur général et le Conseil d'administration. Il est par ailleurs responsable de la surveillance de toutes les questions financières liées à l'organisme.

M. Ralph détient un baccalauréat ès arts avec spécialisation en économie de l'Université Queen's et une maîtrise en administration des affaires de l'Université York. M. Ralph et son épouse, Lezlie, ont trois enfants – deux garçons et une fille.

SENIOR EXECUTIVE (SUITE)

Steven Richards

Premier vice-président, Services partagés

Steven Richards est le premier vice-président des Services partagés au sein d'Infrastructure Ontario. À ce titre, il gère cinq départements ayant pour vocation d'aider les équipes d'exécution de projets d'Infrastructure Ontario : Service juridique, Finance, Approvisionnement, Communications et le Bureau de la gestion des programmes.

Il fait partie d'Infrastructure Ontario depuis le tout début de l'organisme. Il y a occupé plusieurs postes, dont ceux de vice-président, Service juridique — Projets et de premier vice-président du Projet d'approvisionnement en énergie nucléaire.

Avant de se joindre à Infrastructure Ontario, Steven avait travaillé pour Johnson Controls, Bombardier et Gowlings. Il est diplômé de l'Université McGill et de la Faculté de droit de la Queen's University. Il a été admis au barreau de l'Ontario en 1990.

George Stewart

Premier vice-président, Évaluation des projets

George Stewart a une expérience diversifiée de plus de 25 ans dans la mise en valeur immobilière commerciale un peu partout au pays et il a mis son expertise au service de certains des promoteurs canadiens les plus importants, dont Oxford Properties Group, Borealis Real Estate, Morguard Investments et Cambridge Shopping Centres.

M. Stewart a vu dans Infrastructure Ontario l'occasion d'ériger des édifices de patrimoine et de mettre à profit sa vaste expérience pour jeter un pont entre le secteur public et le secteur privé et pour stimuler une compréhension mutuelle et un sentiment de « faisabilité » permettant de mener à bien les projets très exigeants d'Infrastructure Ontario.

En plus de ses responsabilités à Infrastructure Ontario, M. Stewart anime, à titre bénévole, des séminaires sur les aptitudes en communication pour des groupes d'étudiants de l'Université York. Ces séminaires, basés sur son atelier destiné aux entreprises et intitulé « The Essence of Communication is Connection », sont destinés à enseigner aux étudiants des aptitudes qui leur permettront de pénétrer dans le milieu des grandes entreprises et d'y exceller.

Cadre décisionnel d'Infrastructure Ontario

Une société qui prend ses responsabilités

NOTRE VISION DE L'AVENIR

Être le groupe auquel on s'adresse pour concrétiser les projets d'infrastructure publique en Ontario.

NOTRE MISSION

Nous faisons appel aux meilleurs experts des secteurs public et privé pour agrandir et renouveler les biens publics. Nous livrons les projets d'infrastructure publique en temps voulu, en respectant les budgets établis et l'envergure prévue et en appliquant des pratiques exemplaires reconnues dans le monde entier. Par ailleurs, Infrastructure Ontario offre des taux de financement exceptionnels ainsi que son expertise en gestion de projets à une clientèle du secteur public très diversifiée. En bref, Infrastructure Ontario permet de concrétiser les projets d'infrastructures publiques.

FACTEURS DE RÉUSSITE

Voici comment les différents facteurs de réussite dégagés par Infrastructure Ontario se traduisent dans la pratique :

Approche centrée sur le service du public et de la clientèle

- Nous faisons savoir à nos clients que notre objectif prioritaire est de répondre à leurs besoins
- Nous inspirons le respect à nos clients en leur montrant que nous comprenons leurs objectifs
- Nous prouvons à nos clients que leur satisfaction est la mesure de la nôtre

Accent mis sur la collaboration

- Nous encourageons la collaboration en fixant des objectifs communs
- Nous établissons des plans de travail adaptables pour répondre aux besoins de nos clients
- Nous bâtissons un organisme qui fonctionne comme tel et qui excelle dans le partage des connaissances et la résolution des problèmes

Équipe d'experts

- Notre équipe possède de nombreuses compétences et une grande expérience dans le domaine des infrastructures
- Notre équipe travaille en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes
- Notre équipe est motivée et s'acquitte de ses responsabilités avec enthousiasme

Excellence des résultats

- Nous établissons les critères de réussite en offrant des services hors pair
- Nous respectons nos engagements, tant sur le plan des délais que des budgets et de l'envergure des projets
- Nous gérons et atténuons les risques liés aux projets

Amélioration continue

- Nous cherchons à connaître les pratiques exemplaires et nous les appliquons, créant ainsi des centres d'expertise
- Nous déterminons sans cesse les leçons apprises et les solutions de choix
- Nous investissons dans la formation du personnel, les systèmes et la technologie afin de promouvoir le développement de notre Société

Cadre décisionnel d'Infrastructure Ontario

Une société qui prend ses responsabilités

NOTRE CULTURE ORGANISATIONNELLE

Voici les valeurs qui définissent la culture d'Infrastructure Ontario, comme elles se traduisent dans notre pratique :

Respect

- Les relations que nous entretenons entre nous et avec nos associés et clients sont empreintes de dignité, de franchise et d'ouverture d'esprit
- Nous reconnaissons l'expertise et les aptitudes particulières de chaque membre de l'équipe et chacun profite de l'expérience des autres pour accroître ses connaissances
- Nous avons tous la conviction profonde que chacun mérite que l'on respecte ses opinions

Ingéniosité

- Nous pratiquons l'échange d'informations en faisant le point sur les projets en cours et leurs résultats et nous faisons profiter les autres de nos connaissances
- Nous ne ménageons pas nos efforts pour aboutir à des résultats
- Nous nous servons des meilleurs outils existants et nous faisons appel à l'expertise, à la créativité et aux connaissances de tous les membres de l'équipe

Accent mis sur les résultats

- Nous acceptons nos responsabilités – nous ne fournissons pas d'excuses faciles
- Nous concevons des solutions efficaces – nous obtenons des résultats
- Nous pensons de manière inclusive (en termes de « et » plutôt que de « ou ») – nous transformons les obstacles en occasions de faire des progrès

Il convient de lire le rapport de gestion qui suit conjointement avec les états financiers vérifiés et les notes d'Infrastructure Ontario qui les accompagnent, pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2009. Les résultats présentés ont été préparés conformément à des principes comptables généralement reconnus au Canada.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS ET CHIFFRES CLÉS

Les pertes nettes de l'organisme, d'un montant de 12,9 millions de dollars, sont directement liées au programme de prêts. Le montant des intérêts sur la dette du programme de prêt d'IO a dépassé de 10,2 millions de dollars le montant des revenus provenant des prêts et des investissements. La majorité des frais d'intérêts nets sont liés au programme de prêts de 2003-2004 où des prêts avaient été accordés à des municipalités à un taux réduit. IO a par ailleurs connu des dépenses de concession ponctuelles consécutives à l'approbation de l'émission de nouvelles obligations pour un montant de 156 millions de dollars.

Au cours de l'année passée, le montant des frais d'intérêt sur la dette du programme de prêts et le montant des intérêts touchés sur les prêts et les investissements ont baissé de 33,4 et de 30,2 millions de dollars respectivement. Cela résulte principalement de la baisse importante, au cours de cette période, des taux d'intérêt sur les investissements temporaires, les prêts, les effets de commerce et la dette à long terme, tels que les prêts provinciaux et les prêts de l'AOE.

Pour la première fois cette année, le ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure a accordé une subvention à IO afin de couvrir les frais administratifs liés au programme de prêts.

Les dépenses de projet au cours de l'année ont été de 69,7 millions de dollars et comprenaient les frais de consultation externe et les frais de fonctionnement à l'interne, y compris les frais de financement. Au cours de l'année, IO a emprunté 40 millions de dollars dans le cadre des facilités de crédit renouvelable de l'OFA. Les fonds fournissent un capital de travail pour les dépenses de projet. Au cours de l'année passée, les dépenses de projet ont augmenté de 23,9 millions de dollars.

Au cours de l'année, des produits dérivés d'échange de taux d'intérêt ont été employés, en particulier pour convertir les intérêts à taux fixe touchés sur les prêts en intérêts à taux variable et pour convertir les intérêts à taux fixe payés sur les émissions obligataires des marchés financiers en taux d'intérêt à taux variable. Avec ces deux flux de paiement d'intérêts à un taux variable, IO supprime l'impact qu'ont les variations importantes des taux d'intérêt consécutives à la modification de la courbe de rendement du gouvernement du Canada et peut par conséquent protéger les marges d'intérêt nettes acquises pour couvrir les frais de mise en œuvre du programme.

Le 6 mai 2008, IO a remboursé 323 millions de dollars d'Obligations de financement de projets de l'Ontario. De ce fait, une portion d'investissements à court terme, constitués de valeurs du marché monétaire et de titres ont été liquidés.

Le 26 août 2008, IO a émis 300 millions de dollars d'Obligations de financement de projets de l'Ontario. Les fonds ont été consacrés à des investissements à long terme, avant d'être avancés à un emprunteur approuvé.

Évaluation et gestion des risques

RISQUES LIÉS AUX PROJETS APPLIQUANT LE MODÈLE DE DIVERSIFICATION DES MODES DE FINANCEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT

Risques liés à la capacité de l'industrie de la construction

Infrastructure Ontario a évalué la capacité de l'industrie de la construction en réalisant une étude complète en octobre 2007. Suite au ralentissement économique qu'a connu l'Ontario, les demandes de mise en chantier de projets du secteur public ont augmenté. IO est à l'heure actuelle en train de réévaluer la capacité du marché de la construction, aussi bien pour les projets de génie civil que pour les projets de logement social. Plusieurs risques existent quant à la capacité du marché :

- étant donné le nombre important de projets d'infrastructures de transport en Ontario et au Canada prévu pour arriver sur le marché au cours des prochaines années, il sera nécessaire de veiller à ce que le marché puisse offrir une expertise en matière de gestion, d'étude de prix et de construction qui soit suffisante pour le dépôt d'appels d'offres et la réalisation des chantiers;
- IO prévoit de mettre sur le marché un certain nombre de projets de logements sociaux dans le cadre de contrats de Conception-Construction-Financement-Entretien au cours des 18 prochains mois. À ce titre, il sera également nécessaire de s'assurer que le marché puisse offrir une expertise en matière de gestion, d'étude de prix et de construction qui soit suffisante pour prendre en charge un nombre aussi élevé de projets de grande taille;

IO est en train de consulter ses intervenants dans les domaines du génie civil et de l'infrastructure sociale et espère obtenir une évaluation préliminaire de la capacité du marché d'ici avril 2009. Avec les résultats des études complètes du marché du travail effectuées par le Conseil sectoriel de la construction en mai 2009, IO espère achever une mise à jour plus détaillée de cette étude au cours de l'été 2009.

Risques financiers

Le bouleversement dans lequel sont plongés les marchés financiers continue à exercer une forte pression sur les ressources limitées que peut prêter IO dont le portefeuille de projets appliquant le modèle de DMFA est de plus en plus étoffé.

Pour gérer ces risques, IO a entrepris de lancer un certain nombre d'initiatives afin de revoir les processus d'approvisionnement et de mettre en place des modifications structurales essentielles dans le but de maximiser la participation actuelle au programme. Voici quelques-unes de ces modifications :

- introduction de périodes plus courtes de validité des offres soumises sur les écarts du crédit consenti par le prêteur avec une réinitialisation comparative du prix du prêteur, depuis la soumission de la demande de propositions jusqu'à la signature de l'entente financière;
- flexibilité accrue dans le processus de soumission pour permettre des modifications raisonnables des conditions de prêt après la soumission de la demande de propositions;
- critères d'évaluation financière et de notation renforcés des demandes de qualifications et des demandes de propositions pour veiller à l'évaluation de la solidité et de l'engagement des soumissionnaires à parvenir jusqu'à la signature d'une entente financière; et
- pour aborder le problème de la liquidité de la dette à long terme, le montant du financement public a été accru de manière à augmenter le montant du paiement au moment de l'achèvement substantiel des travaux et en introduisant un paiement de capital deux ans après l'achèvement substantiel des travaux, une fois que le projet est complètement opérationnel et que les risques liés à la transition ont été réduits.

Avec les modifications décrites ci-dessus, et grâce à une consultation permanente avec les intervenants de l'industrie (dont les banques, les bailleurs de fonds, les promoteurs, les entrepreneurs, etc.), le programme de DMFA d'Infrastructure Ontario constitue toujours un investissement solide et attrayant dans un marché difficile.

Risques associés à la construction

L'ensemble des projets appliquant le modèle de DMFA qui sont en cours de construction doit faire l'objet de procédures de contrôle du projet et de gestion des risques cohérentes avec les lignes directrices et les exigences formulées par IO en suivant des pratiques exemplaires et conçues tout spécialement pour le programme de DMFA. Ces lignes directrices et ces exigences sont définies (en de plus amples détails) dans le protocole d'accord, le mandat du projet et le plan de mise en œuvre du projet (PMOP) exécutés pour chaque projet par IO et le commanditaire ou le ministère (dans le cas d'un projet des Travaux publics). Par ailleurs, un manuel contenant un large éventail de lignes directrices en matière de gestion de projet applicables de manière générale aux projets appliquant le modèle de DMFA est fourni à l'ensemble des représentants de l'équipe de gestion de projets.

Les contrôles de projets d'IO applicables à l'ensemble des projets mettent l'accent sur les domaines suivants :

- gestion des modifications (contrôles des modifications apportées au contrat et à la portée du projet);
- mandat d'IO et supervision (applicable aux projets de soins de santé où la phase de mise en œuvre est gérée directement par l'organisme de soins de santé);
- budget et gestion des coûts (y compris la gestion des imprévus);
- production de rapports relatifs au projet; et
- communications externes.

Événements posant un risque

Les événements pouvant affecter de manière négative la construction d'un projet peuvent se présenter sous un grand nombre de formes différentes. Il est essentiel, pour gérer efficacement les événements posant un risque qui surviennent pendant la construction de les identifier rapidement et d'en faire état aux personnes prenant part aux projets qui sont responsables de la gestion des risques. Par le biais des différents documents du projet (p. ex., entente de projet et PMOP) et par le biais des différents forums de projet (p. ex., comités de travail sur le projet, comités des édifices conjoints, comité de construction des projets appliquant le modèle de DMFA), les risques qui voient le jour font l'objet d'un rapport et leur impact potentiel sur le projet est évalué. Un plan est alors élaboré pour contrôler ou limiter les risques. IO tient chaque mois des réunions du comité de construction des projets appliquant le modèle de DMFA auxquelles participent des cadres supérieurs d'IO et des membres de l'équipe d'exécution des projets, afin d'examiner l'état d'avancement du projet, la gestion des risques, les performances en ce qui a trait à l'échéancier, l'état des imprévus, les problèmes liés aux intervenants et la situation budgétaire/des coûts de tous les projets en cours de construction. Le modèle de rapport mensuel standard d'IO constitue la base des rapports. Ce processus permet de s'assurer que les problèmes et les risques sont traités promptement et de manière appropriée, et cela dès qu'ils surviennent.

Risques associés à la transition

Étant donné qu'IO compte mener à bien son mandat consistant à achever de manière substantielle un nombre élevé de projets au cours des 3 à 5 prochaines années, les ministères seront confrontés à un certain nombre de défis. Un certain nombre de risques existent lors de la phase de transition, c'est-à-dire lorsque les projets passent de la phase de construction à la phase opérationnelle. Les commanditaires du projet et les ministères destinataires de l'ouvrage sont chargés de veiller à ce que les projets soient prêts sur le plan opérationnel, ce qui comprend la logistique (personnel, financement et gestion des attentes du public). Nous œuvrons de concert avec le gouvernement pour atténuer tout risque relatif aux nombreux projets dont la réalisation est en voie d'achèvement et que IO doit livrer.

RISQUES LIÉS AUX PROJETS APPLIQUANT LE MODÈLE DE DIVERSIFICATION DES MODES DE FINANCEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT (SUITE)

Risque opérationnel

Le modèle de DMFA comporte un certain nombre de complexités pouvant contribuer au risque opérationnel. Voici quelques-unes de ces complexités :

- nécessité d'être constamment en conformité avec le devis descriptif;
- gestion du mécanisme de paiement en cas de non-respect des conditions liées aux services et à la disponibilité;
- enjeux liés à l'administration du cycle de vie et aux exigences liées au fait de rendre le projet au propriétaire;

IO s'efforce de limiter les risques opérationnels liés à ces problèmes potentiels. Pour les projets de travaux publics, IO est en train de réaliser un guide des opérations à la fois complet et convivial pour les ministères destinataires des projets. Le guide est conçu pour améliorer la compréhension des complexités que comporte le modèle de DMFA et, en particulier, la façon dont les projets de travaux publics sont assignés ou « rendus » à la Société immobilière de l'Ontario une fois la construction terminée. Un guide similaire est en outre en cours d'élaboration pour les projets de soins de santé.

IO permet également de limiter les risques opérationnels en demandant aux soumissionnaires de présenter des innovations en matière de Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) sur l'ensemble des projets. Ces innovations se retrouvent souvent dans l'entente de projet signée entre le soumissionnaire retenu et IO et peuvent comprendre des améliorations dans les domaines suivants : développement durable du chantier, efficacité en matière de consommation d'eau, efficacité énergétique, sélection de matériaux et qualité de l'environnement intérieur. À long terme, ces exigences, qui figurent dans l'entente de projet, réduisent les dépenses globales engagées par la province du fait d'une diminution des coûts suite à une meilleure efficacité de fonctionnement.

RISQUES ASSOCIÉS AU PROGRAMME DE PRÊTS

Risques liés aux taux d'intérêt

Les risques associés aux taux d'intérêt que court Infrastructure Ontario sont considérés comme faibles compte tenu du potentiel de gains des portefeuilles. Les risques associés aux taux d'intérêt voient le jour lorsque la réévaluation de l'actif n'est pas alignée sur la réévaluation du passif. Par exemple, dans son portefeuille de prêt, si Infrastructure Ontario prête sur 20 ans (actif) et qu'elle contracte une dette pour obtenir les fonds sur une période plus courte (passif), elle peut avoir à contracter la dette plusieurs fois au-delà de la durée de vie du bien. À chaque fois que la dette est reconduite ou refinancée, il y a un risque que les taux d'intérêt aient augmenté, ce qui entraîne soit un revenu net moins important soit, si Infrastructure Ontario prête à un taux inférieur à son coût d'emprunt, une perte nette plus élevée.

La direction contrôle les risques associés aux taux d'intérêt de deux façons : par le biais de l'alignement naturel des échéances de l'actif et du passif d'une part et en ayant recours à des produits dérivés d'échange de taux d'intérêt d'autre part. La direction a par exemple virtuellement éliminé les risques associés aux taux d'intérêt dans son fonds de réserve en investissant dans des placements à court terme dont le terme correspond à celui des prêts contractés auprès de la province et de l'Agence ontarienne des eaux (AOE). Pour le portefeuille de prêts de construction à taux variable, les risques associés aux taux d'intérêt ont de la même façon été minimisés en employant un financement à court terme ayant la même échéance. D'autre part, la gestion des risques associés aux taux d'intérêt sur les prêts à taux fixe et à long terme se fait par le biais du recours à un financement ayant la même échéance d'une part et de l'utilisation de produits dérivés d'échange de taux d'intérêt par le biais de l'Office ontarien de financement (OOF) d'autre part. Il n'est en effet pas possible de faire coïncider l'échéance de l'actif et du passif pour ces prêts, contrairement aux portefeuilles de prêts de construction et de réserve.

La politique d'Infrastructure Ontario en matière de gestion de l'actif et du passif requiert un suivi constant et la production de rapports relativement aux risques associés aux taux d'intérêt à l'intention de la direction et du Comité du crédit et de la gestion des risques relevant du Conseil d'administration. La politique en matière de gestion de l'actif et du passif donne à la direction les outils dont elle a besoin pour gérer les risques associés aux taux d'intérêt et l'autorité pour indiquer au personnel des marchés de capitaux de l'Office ontarien de financement comment effectuer des transactions financières pour gérer les risques associés aux taux d'intérêt, ce qui comprend l'utilisation de produits dérivés. Infrastructure Ontario se conforme à une limite stricte de taux d'intérêt, laquelle précise la perte maximale attendue en cas de changement de 100 points de base des taux d'intérêt. Elle réduit l'éventualité d'exposition à des pertes en diminuant l'exposition à un point de taux quelconque sur la courbe de rendement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité d'Infrastructure Ontario est également considéré comme faible. Les prêteurs à Infrastructure Ontario sont protégés par un important fonds de réserve, financé au début par des prêts subordonnés offerts par le gouvernement provincial. Les fonds de réserve sont pour la plupart placés dans des instruments liquides à court terme que l'on peut convertir en liquidités dans l'éventualité d'une crise de liquidités prévisible (en raison, par exemple, du manque de clôture des titres de créance d'Infrastructure Ontario au moment prévu, de perturbation du programme d'émission d'effets de commerce à court terme ou d'importantes demandes de liquidités imprévues de la part des clients).

Les objectifs principaux de la stratégie de placement consistent à maintenir la sécurité du capital et à offrir de la flexibilité et des liquidités par rapport à la réserve. La politique de gestion de l'actif et du passif établit des limites en matière de types de titres et de teneurs exprimées comme des pourcentages de l'ensemble des placements détenus, conformément à la Loi sur l'administration financière de la Province d'Ontario.

Le plan des emprunts d'Infrastructure Ontario est approuvé par le Conseil d'administration. En vertu de la politique de gestion de l'actif et du passif, tous les emprunts se font après un examen prudent des risques liés aux taux d'intérêt et des risques de liquidité. L'Office ontarien de financement coordonne et exécute toutes les activités en matière d'emprunt. Infrastructure Ontario s'attend à poursuivre l'émission d'effets de commerce à court terme ainsi qu'à émettre des titres de créance à long terme sous forme d'Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure à l'intention d'établissements investisseurs et cela par l'intermédiaire d'un syndicat de garantie selon les besoins d'élargissement du programme de prêts ou pour refinancer une dette venant à échéance. Un règlement sur les emprunts est approuvé par le ministre des Finances tous les 18 mois.

Risque de crédit

Étant donné que les emprunteurs auprès d'Infrastructure Ontario appartiennent au secteur public, le risque de crédit est faible, car les emprunteurs sont en mesure de produire ou de recevoir des revenus grâce à des modèles de gestion à faible risque, au service des intérêts du secteur public. Le risque de crédit est la préoccupation principale du comité du crédit et de la gestion des risques d'Infrastructure Ontario; il relève du Conseil d'administration.

La politique en matière de risque de crédit sert à s'assurer que le montant de prêt correspond à la fois à la capacité de l'emprunteur d'amortir la dette et de la tolérance au risque propre à Infrastructure Ontario. Approuvée par le Conseil d'administration, la politique en matière de risque de crédit établit les principes d'évaluation du risque de crédit pour chaque secteur d'emprunteurs et définit les seuils des montants de prêts selon le risque et la capacité de l'emprunteur d'amortir la dette par la suite. Par exemple, un contrôle diligent est exercé et un pointage final et un montant de prêt maximal par demandeur sont présentés à la direction et, au besoin, au Conseil d'administration en vue d'approbation.

RISQUES ASSOCIÉS AU PROGRAMME DE PRÊTS (SUITE)

En décembre 2006, le programme de prêts d'Infrastructure Ontario a été élargi pour inclure de nouveaux types d'emprunteurs comme les services d'électricité locaux, les régies de transport, les collèges fédérés ou affiliés aux universités et les fournisseurs de soins de longue durée sans but lucratif. En juin, le programme de prêt a encore une fois été élargi pour inclure les fournisseurs de logements sociaux et abordables, les régies locales de services et les établissements de formation artistique professionnelle sans but lucratif.

Certains secteurs qui sont devenus admissibles aux prêts d'Infrastructure Ontario ont des caractéristiques en matière de crédit qui diffèrent de celles des emprunteurs traditionnels comme les municipalités. Les politiques en matière de prêt pour chaque nouveau secteur d'emprunteurs sont approuvées avant de consentir des prêts aux nouveaux secteurs, conformément aux normes définies dans la politique en matière de risque de crédit. Ces politiques comprennent des critères d'évaluation uniques et des seuils de prêt maximum. Des limites maximales d'exposition individuelle et par secteur sont en outre créées pour chaque nouveau secteur d'emprunteurs.

RISQUES ASSOCIÉS À L'EXPLOITATION

En 2007, la société de conseillers en gestion Deloitte et Touche S.R.L. a effectué une évaluation des risques d'entreprise d'Infrastructure Ontario. Dans l'ensemble, les risques associés à l'exploitation d'Infrastructure Ontario (p. ex., caractère adéquat des applications/systèmes financiers, caractère adéquat des politiques et des procédures, responsabilité légale ou possibilité de fraude, d'erreur ou de manipulation) ont été évalués comme étant modérés.

Les résultats de cette évaluation servent à mettre au point et à mettre en œuvre un cadre de risques d'entreprise. Infrastructure Ontario a, dans un premier temps, retenu les services d'un vérificateur interne afin d'établir un plan de vérification interne reposant sur une évaluation des risques à trois ans mettant l'accent sur une approche fondée sur la conformité à court terme avec l'objectif d'évoluer vers un rôle de vérification interne qui met davantage l'accent sur les risques stratégiques.

Infrastructure Ontario a par ailleurs élaboré un plan complet de poursuite des activités afin de gérer des crises potentielles, telles qu'une panne des systèmes, une perte d'espace de bureau ou des coupures de courant d'une durée prolongée.

Infrastructure Ontario continue d'examiner et d'améliorer ses politiques d'exploitation et de minimiser et d'atténuer les risques associés à l'exploitation. Le contrat d'assurance a par exemple été élargi pour inclure une police d'assurance cambriolage et détournement et une assurance de responsabilité civile en cas de fraude commise par le directeur ou les cadres.

Responsabilité de l'information financière

Les états financiers consolidés d'Infrastructure Ontario, joints à ce document, ont été préparés en application des principes comptables généralement reconnus du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) et, le cas échéant, des recommandations du Conseil des normes comptables (CNC) de l'ICCA; la direction en assume la responsabilité.

La direction a à sa disposition des mécanismes de contrôle interne conçus dans le but de fournir l'assurance raisonnable que les éléments de l'actif sont protégés et que des données financières fiables sont disponibles en temps opportun. Le contrôle interne comprend des politiques et des procédures ainsi qu'une structure organisationnelle qui prévoit la délégation de pouvoir et la séparation des responsabilités de manière appropriée.

Le Conseil d'administration, par l'intermédiaire de son comité de vérification, veille à ce que la direction assume pleinement ses responsabilités vis-à-vis la communication de l'information financière. Le comité de vérification examine les états financiers et les soumet au Conseil d'administration pour approbation.

Les états financiers ont été vérifiés par Hilborn Ellis Grant LLP. La responsabilité du vérificateur consiste à dire si les états financiers sont présentés d'une manière qui respecte, dans son ensemble, les principes comptables généralement reconnus. Le rapport du vérificateur retrace de façon sommaire l'étendue de la vérification effectuée par le vérificateur et son avis sur les états financiers.

De la part de la direction,



J. David Livingston
Président et chef de la direction



Bill Ralph
Premier vice-président, Prêts d'infrastructure -
Chef des finances

Exercice terminé le 31 mars 2009

TABLE DES MATIÈRES

Rapport des vérificateurs.....	40
Bilan.....	41
Résultats et déficit	42
Flux de trésorerie	43
Notes complémentaires	44-52

Rapport des vérificateurs



Hilborn Ellis Grant LLP
Chartered Accountants

Aux administrateurs de

Société Ontarienne de Travaux d'Infrastructure/
Ontario Infrastructure Projects Corporation (« Infrastructure Ontario »)

Nous avons vérifié le bilan de Société Ontarienne de Travaux d'Infrastructure/Ontario Infrastructure Projects Corporation («Infrastructure Ontario») au 31 mars 2009 et les états des résultats et du déficit et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2009 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
Le 28 mai 2009

A handwritten signature in black ink that reads "Hilborn Ellis Grant LLP".

Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Bilan

Au 31 mars 2009 (en milliers de dollars)

ACTIF

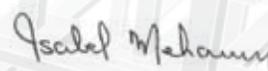
	31 MARS 2009 \$	31 MARS 2008 \$
Actif à court terme		
Trésorerie	4 118	3 997
Créances	29 578	14 447
Intérêts à recevoir	17 300	14 518
Tranche à court terme des obligations non garanties	91 693	64 431
Placements à court terme (Note 3)	771 266	1 015 899
	913 955	1 113 292
Actif à long terme		
<i>Prêts (Note 4)</i>		
- avances sur construction	314 701	401 724
- obligations non garanties	1 334 489	990 319
- coûts reportés sur prêts à conditions de faveur	(119 764)	(117 867)
Créances sur projets (Note 5)	91 657	55 305
Placements à long terme (Note 6)	203 005	207 501
Frais d'émission d'obligations (Note 7)	5 983	5 410
Coûts reportés sur couverture (Note 1)	6 883	808
Immobilisations (Note 8)	4 553	3 745
	1 841 507	1 546 945
TOTAL DE L'ACTIF	2 755 462	2 660 237

PASSIF

Passif à court terme		
Fournisseurs et charges à payer	15 481	12 378
Intérêts à payer	24 501	22 532
Effets de commerce (Note 9)	444 689	358 635
Obligations de financement de projets de l'Ontario (Note 3)	-	323 032
	484 671	716 577
Passif à long terme (Note 10)		
Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure	1 250 000	950 000
Emprunt à la province de l'Ontario	1 000 000	1 000 000
Emprunts à l'Agence Ontarienne des Eaux	120 000	120 000
Facilité de crédit renouvelable de l'OOF	100 000	60 000
	2 470 000	2 130 000
Total du passif	2 954 671	2 846 577
Déficit	(199 209)	(186 340)
TOTAL DU PASSIF ET DU DÉFICIT CUMULÉ	2 755 462	2 660 237

Approuvé au nom du Conseil :

Administrateur

Administrateur

Résultats et déficit

Exercice terminé le 31 mars 2009 (en milliers de dollars)

	31 MARS 2009 \$	31 MARS 2008 \$
Produits du programme de prêts		
Intérêts sur placements	28 874	60 955
Intérêts sur prêts	46 284	44 405
Amortissement des coûts reportés sur prêts à conditions de faveur	8 842	6 103
Subvention du ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure	5 000	-
Autres produits	50	65
	89 050	111 528
Charges du programme de prêts		
Intérêts sur emprunts à la province de l'Ontario	18 776	41 984
Intérêts sur obligations pour le renouvellement de l'infrastructure	51 926	43 288
Intérêts sur obligations de financements de projets de l'Ontario	1 404	14 072
Intérêts sur effets de commerce	10 136	13 989
Intérêts sur emprunt à l'Agence Ontarienne des Eaux	3 110	5 378
Coûts liés aux prêts à conditions de faveur	10 738	8 657
Salaires et charges sociales	2 465	1 927
Frais administratifs et généraux	3 364	2 847
	101 919	132 142
PERTE DU PROGRAMME DE PRÊTS	(12 869)	(20 614)
Produits liés à la réalisation de projets	69 739	45 792
Charges liées à la réalisation de projets		
Intérêts sur la facilité de crédit renouvelable de l'OOF	3 422	1 862
Coûts liés aux activités de conseil - projets	46 710	27 947
Salaires et charges sociales	12 261	9 849
Frais administratifs et généraux	7 346	6 134
	69 739	45 792
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE) LIÉ(E) À LA RÉALISATION DE PROJETS	-	-
Produits généraux		
Subvention du ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure	5 776	5 672
Charges généraux		
Salaires, charges sociales et coûts de fonctionnement	5 776	5 672
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE) LIÉ(E) AUX ACTIVITÉS GÉNÉRALES	-	-
Total des produits	164 565	162 992
Total des charges	177 434	183 606
Perte nette de fonctionnement	(12 869)	(20 614)
Déficit, au début de l'exercice	(186 340)	(165 726)
DÉFICIT, À LA FIN DE L'EXERCICE	(199 209)	(186 340)

Flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2009 (en milliers de dollars)

	31 MARS 2009 \$	31 MARS 2008 \$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Perte nette de fonctionnement	(12 869)	(20 614)
Éléments n'exigeant pas de sorties de fonds à court terme :		
Coûts liés aux prêts à conditions de faveur	10 738	8 657
Amortissement	(7 002)	(4 745)
	(9 133)	(16 702)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement :		
Augmentation des créances et des intérêts à recevoir	(17 913)	(8 394)
Augmentation (diminution) des fournisseurs et charges à payer et des intérêts à payer	5 072	(2 909)
Augmentation des créances sur projets	(36 352)	(33 978)
Sorties nettes liées aux activités de fonctionnement	(58 326)	(61 983)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de nouvelles obligations	424 658	408 527
Augmentation (diminution) nette des placements	243 018	(35 539)
Rachat d'obligations de financement de projets de l'Ontario	(323 032)	(252)
Rentrées nettes liées aux activités de financement	344 644	372 736
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Émission de nouveaux emprunts	(366 109)	(373 063)
Remboursements sur	81 700	61 104
Acquisition d'immobilisations	(1 788)	(489)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(286 197)	(312 448)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	121	(1 695)
Trésorerie, au début de l'exercice	3 997	5 692
TRÉSORERIE, À LA FIN DE L'EXERCICE	4 118	3 997

Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2009 (Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

HISTORIQUE

Le 7 novembre 2005, le gouvernement a mis sur pied la Société Ontarienne de Travaux d'Infrastructure («Infrastructure Ontario») pour la mise en oeuvre de grands projets d'infrastructure de l'Ontario utilisant divers modes de financement et d'approvisionnement (DMFA).

Le 17 juillet 2006, en vertu de la Loi de 2006 sur la Société ontarienne de travaux d'infrastructure («Loi OIPC»), Infrastructure Ontario et l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA) ont fusionné et ont poursuivi leurs activités à titre de société sans capital-actions sous la dénomination de Société Ontarienne de Travaux d'Infrastructure.

Infrastructure Ontario est un organisme d'État et fait rapport au ministre de l'Énergie et de l'infrastructure.

En vertu de la loi OIPC, les objectifs d'Infrastructure Ontario sont définis en ces termes :

- fournir un financement aux municipalités, aux universités ainsi qu'aux autres organismes publics de la province d'Ontario que précisent les règlements;
- obtenir des fonds pour financer ses activités;
- exercer de manière efficiente et en temps opportun des activités de gestion de projets et de contrats à l'égard de travaux d'infrastructure complexes en Ontario que lui attribue le Ministre;
- à la demande du Ministre, lui fournir des conseils de nature financière et opérationnelle à l'égard des actifs ou des intérêts du gouvernement, et effectuer des opérations portant sur ces actifs ou intérêts ou prêter son aide à cet égard;
- se livrer aux autres activités que précise le lieutenant-gouverneur en conseil.

À titre de société de la Couronne, Infrastructure Ontario est exonérée des impôts sur le revenu fédéral et provinciaux en vertu de l'alinéa 149(1)d) de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada. Infrastructure Ontario, qui a été inscrite à l'Annexe A de l'accord de réciprocité fiscale entre le Canada et l'Ontario, est exonérée de la taxe sur les produits et les services.

1 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Méthodes comptables

Les présents états financiers sont établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), recommandés dans le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public et, lorsqu'il y a lieu, avec les recommandations du Conseil des normes comptables (CNC) de l'ICCA.

Estimations de la direction

L'établissement d'états financiers en conformité avec les PCGR canadiens oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et les informations fournies sur les passifs éventuels à la date de clôture et sur les montants présentés des produits et des charges pour la période sur laquelle portent les états financiers. Les montants réels pourront différer de ces estimations.

Les principaux éléments à l'égard desquels la direction a fait des estimations sont les coûts reportés sur prêts à conditions de faveur. Les résultats réels pourront différer de ces estimations et d'autres estimations, et l'incidence en sera comptabilisée dans des périodes futures.

Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2009 (Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

Comptabilisation des produits

Infrastructure Ontario reçoit une subvention du ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure (MEI) à l'égard des charges générales de l'exercice de la société. La subvention est comptabilisée comme un produit constaté d'avance jusqu'à ce que les charges générales aient été engagées. Une fois que les charges ont été engagées, la subvention est comptabilisée en produits.

Les coûts engagés par Infrastructure Ontario sur des projets à long terme sont entièrement recouvrables. Les produits liés à la réalisation de projets sont comptabilisés au moment où les coûts de projet recouvrables sont engagés.

Les intérêts sur les placements et les prêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Prêts

Les prêts sont présentés à leur valeur de réalisation nette estimative. Les prêts assortis de conditions de faveur sont présentés à la valeur actualisée, déterminée en utilisant le coût d'emprunt d'Infrastructure Ontario. La différence entre la valeur nominale du prêt et sa valeur actualisée est, en soi, une subvention. Seuls les prêts du programme 2003-2004 ont été consentis à des conditions de faveur.

Les prêts à conditions de faveur sont comptabilisés à la valeur nominale diminuée de la partie subvention. La partie subvention est comptabilisée à titre de coût lié aux prêts à conditions de faveur à la date de l'octroi du prêt et amortie linéairement en résultat sur la durée du prêt de façon à ce qu'il y ait concordance avec la subvention d'intérêts sous-jacente.

Comptabilité de couverture

Infrastructure Ontario est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt durant la période allant de l'émission des obligations pour le renouvellement de l'infrastructure à la mise en place des obligations non garanties avec les municipalités. Aux fins de la gestion de ce risque de taux d'intérêt, Infrastructure Ontario utilise des instruments financiers ayant des caractéristiques similaires comme couverture de la dette. Infrastructure Ontario a rigoureusement documenté son objectif et sa stratégie de gestion du risque, y compris la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, aux fins de ces diverses opérations de couverture.

Les instruments de couverture sont classés dans les placements à long terme. Les gains et les pertes résultant des opérations de couverture sont reportés et amortis linéairement en résultat sur la durée de la dette sous-jacente, qui vient à échéance le 3 juin 2013, le 1er juin 2015 et le 1er juin 2037.

Infrastructure Ontario a choisi de ne pas adopter la comptabilité de couverture pour ses swaps de taux d'intérêt comme il est décrit à la note 2.

Placements à court terme

Les placements à court terme comprennent des titres du marché monétaire et des obligations ayant une échéance inférieure à douze mois. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût, qui est comparable à la valeur de marché.

Frais d'émission d'obligations

Les frais d'émission d'obligations ont été engagés lors de l'émission des obligations de financement de projets de l'Ontario et des obligations pour le renouvellement de l'infrastructure. Ces frais sont amortis linéairement sur la durée des émissions en cause.

Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2009 (Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative des actifs à compter de l'exercice au cours duquel ils sont acquis, une dotation correspondant à une demi-année étant calculée dans l'année de l'acquisition et dans l'année de la cession. La durée de vie utile estimative des actifs est la suivante : matériel informatique – 3 ans, mobilier et agencements – 10 ans, et améliorations locatives – 10 ans.

2 GESTION DES RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Infrastructure Ontario utilise diverses stratégies de gestion du risque et exerce ses activités dans des limites strictes d'exposition au risque afin de s'assurer que son exposition au risque est gérée de façon prudente et efficiente. Parmi les stratégies variées auxquelles elle a recours, il y a l'utilisation d'instruments financiers dérivés («dérivés»). Infrastructure Ontario n'utilise pas de dérivés à des fins spéculatives.

Les dérivés sont des contrats financiers qui tirent leur valeur d'instruments sous-jacents. Étant à la fois emprunteur et prêteur, Infrastructure Ontario utilise des dérivés pour constituer des couvertures de flux de trésorerie à l'égard d'instruments ayant des dates d'échéance différentes. Les couvertures sont constituées au moyen de swaps de taux d'intérêt, qui sont des contrats juridiques en vertu desquels Infrastructure Ontario convient avec une autre partie d'échanger des flux de trésorerie fondés sur un ou plusieurs montants notionnels en utilisant des taux d'intérêt de référence stipulés pour une période déterminée. Les swaps permettent à Infrastructure Ontario de porter en diminution les uns des autres ses prêts et ses dettes obligataires, les convertissant ainsi effectivement en des instruments ayant des caractéristiques plus souhaitables. Infrastructure Ontario a échangé certains de ses prêts à taux fixe et portefeuilles de titres de créance à taux fixe en des instruments à taux flottant. Les coûts d'intérêt des swaps sont portés en diminution des produits du programme de prêts.

Toutes les opérations de swap ont été conclues avec l'Office ontarien de financement («OOF») comme autre partie contractante. L'OOF a la faculté, à certaines dates à l'intérieur de la période de swap, de réviser un swap individuel et il peut en résulter un règlement en espèces ou un encaissement, bien que la révision n'affecte pas l'efficacité de l'opération de swap. L'OOF, en sa qualité d'intermédiaire, a conclu avec des institutions financières indépendantes des contrats simultanés comportant les mêmes conditions et elle assume le risque de crédit des opérations de swap.

Le tableau ci-dessous donne un échéancier des dérivés d'Infrastructure Ontario en cours au 31 mars 2009, sur la base des montants notionnels des contrats. Les montants notionnels des swaps de taux d'intérêt représentent le montant auquel les taux fixes et flottants sont appliqués pour calculer l'échange de flux de trésorerie. Les montants notionnels, qui ne sont pas comptabilisés au bilan, représentent le volume des contrats de dérivés en cours et ne sont pas représentatifs du risque de crédit, du risque de marché ou des flux de trésorerie réels liés à ces instruments.

Échéance dans l'exercice	À moins d'un an	2 à 5 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	plus de 15 ans	Total
Dettes	-\$	144 988 \$	675 946 \$	-\$	219 738 \$	1 040 672 \$
Prêts	81 918 \$	335 006 \$	373 835 \$	280 073 \$	232 364 \$	1 303 196 \$

Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2009 (Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

3 PLACEMENTS À COURT TERME

Les placements à court terme de 771 M\$ (2008 – 1 016 M\$) comprennent des titres du marché monétaire ayant une échéance inférieure à 12 mois, qui sont comptabilisés au coût. Au 31 mars 2009, les taux d'intérêt sur ces placements variaient de 0,4 % à 0,6 %. Une partie de ces placements ont été liquidés au cours du premier trimestre pour rembourser les obligations de financement de projets de l'Ontario, qui sont venues à échéance le 6 mai 2008.

4 PRÊTS

Au moment de sa fusion avec OSIFA, Infrastructure Ontario a assumé le programme de prêts «à conditions de faveur» pour les municipalités et le programme de prêts pour le «renouvellement de l'infrastructure» qui fonctionne sur une base de transmission des coûts.

Au 31 mars 2009, la Société avait des avances sur construction de 315 M\$ à recevoir de municipalités, d'universités et d'autres organismes publics. Le taux d'intérêt sur les prêts construction à conditions de faveur correspond à la moitié de la moyenne du taux préférentiel et du taux des acceptations bancaires à 30 jours pour le programme de prêts à conditions de faveur et du taux des acceptations bancaires à 30 jours plus dix points de base pour le programme de renouvellement de l'infrastructure.

Le montant de 1 426 M\$ des obligations non garanties à l'actif est dû par des municipalités, des universités et d'autres organismes publics pour des durées variant de 5 à 40 ans.

	2009	2008
	\$	\$
AVANCES SUR CONSTRUCTION		
Programme de prêts à conditions de faveur	10 068	161 719
Programme de prêts pour le renouvellement de l'infrastructure	304 633	240 005
	314 701	401 724

OBLIGATIONS NON GARANTIES	% d'intérêt		% d'intérêt	
Programme de prêts à conditions de faveur				
Échéant à moins de 5 ans	1 553	1,87 - 2,31	1 761	1,87 - 2,31
6 à 10 ans	186 412	2,06 - 2,71	148 796	2,06 - 2,69
11 à 15 ans	66 303	2,28 - 2,67	60 181	2,28 - 2,67
16 à 20 ans	407 144	2,36 - 2,95	300 364	2,36 - 2,95
Plus de 20 ans	77 175	2,52 - 3,05	71 735	2,52 - 3,05
	738 587		582 837	

Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2009 (Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

4 PRÊTS (SUITE)

PROGRAMME DE PRÊTS POUR LE RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE	2009		2008	
	\$		\$	
Échéant à moins de 5 ans	16 135	3,15 - 5,07	2 382	3,94 - 5,07
6 à 10 ans	123 543	4,00 - 5,20	55 501	4,04 - 5,19
11 à 15 ans	50 203	4,47 - 5,26	36 332	4,57 - 5,26
16 à 20 ans	338 322	4,54 - 5,89	300 686	4,54 - 5,27
Plus de 20 ans	159 392	4,78 - 5,91	77 012	4,78 - 5,34
	687 595		471 913	
Total des obligations non garanties	1 426 182		1 054 750	
Moins : tranche échéant à moins d'un an	91 693		64 431	
Tranche à long terme des obligations non garanties	1 334 489		990 319	

COÛTS REPORTÉS SUR PRÊTS À CONDITIONS DE FAVEUR

Coûts reportés sur prêts à conditions de faveur, au début de l'exercice	117 867	115 313
Coûts sur prêts à conditions de faveur engagés au cours de l'exercice	10 738	8 657
Amortissement des coûts sur prêts à conditions de faveur	(8 841)	(6 103)
Coûts reportés sur prêts à conditions de faveur, à la fin de l'exercice	119 764	117 867

L'organisme n'est pas exposé à un risque de crédit significatif du fait de son portefeuille de prêts à court terme. En cas de défaut pour tous les prêts à des municipalités, des universités et d'autres organismes publics, la province d'Ontario est tenue de rediriger les sommes dues à un emprunteur, pour rembourser Infrastructure Ontario. Cela est fait au moyen d'un mécanisme d'interception, condition qui est présente dans tous les prêts. Certains prêts à des organismes publics font l'objet de clauses restrictives touchant les actifs et l'emprunteur peut être appelé à fournir un cautionnement général. La direction, qui étudie activement la performance de chaque emprunteur en matière de crédit, a déterminé qu'il n'y a pas lieu de constituer de provision à la fin de l'exercice.

5 CRÉANCES SUR PROJETS

Infrastructure Ontario engage des coûts de projets et comptabilise les recouvrements sur projets correspondants dans l'exercice où la charge est engagée. Au 31 mars 2009, une part de 92 M\$ (2008 – 55 M\$) de ces charges de projets n'avait pas encore été recouvrée. Certains recouvrements sur projets, y compris les charges d'intérêts servant à financer les créances, ne seront pas facturés avant l'achèvement du projet. Les créances sur projets sont dues par divers ministères de l'Ontario.

Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2009 (Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

6 PLACEMENTS À LONG TERME

Les placements à long terme, qui consistent en 203 M\$ (2008 – 208 M\$) d'obligations utilisées comme instruments de couverture comme il est décrit dans la note 1, sont présentés au coût.

7 FRAIS D'ÉMISSION D'OBLIGATIONS

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Net 2009 \$	Net 2008 \$
Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure	8 604	2 621	5 983	5 378
Obligations de financement de projets de l'Ontario	1 689	1 689	-	32
Total	10 293	4 310	5 983	5 410

8 IMMOBILISATIONS

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Net 2009 \$	Net 2008 \$
Matériel informatique	2 634	1 483	1,151	784
Mobilier et agencements	911	251	660	743
Améliorations locatives	3 510	768	2 742	2 218
Total	7 055	2 502	4 553	3 745

9 EFFETS DE COMMERCE

Infrastructure Ontario émet des billets dans le cadre d'un programme d'effets de commerce. Les fonds servent à combler les besoins de financement à court terme, y compris la gestion de la trésorerie, le financement des actifs et les exigences générales du fonctionnement. Le programme est autorisé à émettre un maximum de 500 M\$ pour des durées pouvant aller jusqu'à un an. Au cours de l'exercice, les intérêts sur les billets ont varié de 0,5 % à 3,5 % et, au 31 mars 2009, les échéances allaient d'avril 2009 à juin 2009.

10 PASSIF À LONG TERME

Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure

Au moment de sa fusion avec OSIFA, Infrastructure Ontario a assumé pour 650 M\$ d'obligations pour le renouvellement de l'infrastructure. Les obligations portent intérêt au taux de 4,60 % par année et viennent à échéance le 1^{er} juin 2015. Les intérêts sont payés semestriellement le 1^{er} juin et le 1^{er} décembre jusqu'à l'échéance.

Le 19 avril 2007, Infrastructure Ontario a émis pour 300 M\$ d'obligations pour le renouvellement de l'infrastructure. Les obligations portent intérêt à 4,70 % par année et viennent à échéance de 1^{er} juin 2037. Les intérêts sont payés semestriellement le 1^{er} juin et le 1^{er} décembre jusqu'à l'échéance. 1^{er} juin et le 1^{er} décembre jusqu'à l'échéance.

Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2009 (Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

10 PASSIF À LONG TERME (SUITE)

Le 26 août 2008, Infrastructure Ontario a émis pour 300 M\$ d'obligations pour le renouvellement de l'infrastructure. Les obligations portent intérêt à 3,95 % par année et viennent à échéance le 3 juin 2013. Les intérêts sont payés semestriellement le 3 juin et le 3 décembre jusqu'à l'échéance.

Emprunt à l'Agence Ontarienne des Eaux et emprunt à la province d'Ontario

La province d'Ontario a consenti à Infrastructure Ontario un prêt subordonné de 50 ans de 1 milliard de dollars (G\$) en contrepartie d'un billet venant à échéance le 31 mars 2053. Les intérêts sur le billet sont révisés trimestriellement, le taux étant fixé au taux des bons du Trésor à trois mois de la province, et ils sont payables trimestriellement.

L'Agence Ontarienne des Eaux (AOE), une agence de la province d'Ontario, a consenti un prêt subordonné de 20 ans de 120 M\$ à Infrastructure Ontario, en contrepartie d'un billet venant à échéance le 1^{er} mars 2023. Les intérêts sur le billet sont révisés mensuellement, le taux d'intérêt étant fixé à quatre points de base en-dessous du taux offert moyen à un mois en dollars canadiens, et ils sont payables trimestriellement.

Les emprunts ci-dessus fournissent : i) une protection du crédit pour les investisseurs en obligations non subordonnées telles que les obligations pour le renouvellement de l'infrastructure et les effets de commerce, ii) des liquidités de sûreté pour les besoins de financement d'Infrastructure Ontario, et iii) un capital de base à long terme stable qui permet à Infrastructure Ontario d'obtenir une cote de crédit élevée.

Facilité de crédit renouvelable de l'OOF

L'Office ontarien de financement (OOF), un organisme de la province d'Ontario, a consenti à Infrastructure Ontario une facilité de crédit renouvelable subordonnée à hauteur de 200 M\$ aux fins du fonds de roulement nécessaire pour les projets DMFA. Les avances doivent être remboursées à l'achèvement des projets DMFA individuels. La facilité de crédit doit être remboursée en totalité pour le 23 juin 2016. Au 31 mars 2009, Infrastructure Ontario utilisait 100 M\$ (2008 - 60 M\$) de cette ligne de crédit, à un taux d'intérêt correspondant au coût d'emprunt de la province pour des emprunts d'une durée semblable. Les intérêts varient entre 2,4 % et 5,0 % et les échéances vont de novembre 2009 à mars 2012.

11 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des prêts de l'OOF, de l'AOE et de la province d'Ontario, Infrastructure Ontario reçoit du MEI une subvention qui couvre l'insuffisance de fonds pour les frais de fonctionnement courants au titre du programme de prêts et des frais généraux. En 2009, cette subvention a été de 10,8 M\$ (2008 - 5,7 M\$).

Des opérations au titre de coûts de projet et de recouvrements sont également conclues avec divers ministères ontariens, comme le ministère de la Santé et des Soins de longue durée, le ministère du Procureur général, le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, le ministère des Services gouvernementaux, le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère des Transports.

Infrastructure Ontario a également engagé des coûts de 1,2 M\$ (2008 - 1,2 M\$) pour des services de l'OOF.

Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2009 (Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

12 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

L'organisme fournit des prestations de retraite à certains de ses salariés à temps plein par sa participation au Régime de retraite des fonctionnaires, un régime multi-employeurs à prestations déterminées mis sur pied par la province d'Ontario. Le coût de 198 000 \$ (2008 – 198 000 \$) du régime de retraite se fonde sur des formules établies par la Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario. De plus, le coût des prestations complémentaires de retraite pour ces salariés est payé par le Secrétariat du conseil de gestion et n'est pas compris dans les états financiers.

Depuis septembre 2007, l'organisme offre un régime de retraite à cotisations déterminées à tous ses autres salariés à temps plein. L'organisme verse 5 % du salaire de base du salarié et jusqu'à 2,5 % de plus du salaire de base du salarié à titre de contribution de contrepartie des sommes versées au régime par le salarié. Le coût de ce régime a été de 794 000 \$ (2008 - 329 000 \$) dans l'exercice.

13 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les valeurs comptables de la trésorerie, des créances, des placements à court terme, des fournisseurs et charges à payer et des intérêts à payer se comparent à leurs justes valeurs en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

L'organisme gagne des intérêts sur ses prêts et ses placements à court et à long terme et paie des intérêts sur ses dettes à court et à long terme. Dans la mesure où ces instruments financiers viennent à échéance ou voient leurs taux révisés à divers moments, l'organisme est exposé à un risque de taux d'intérêt. Afin d'atténuer ce risque, la direction fait une gestion active des échéances de ces actifs et passifs financiers en utilisant notamment des contrats de swap de taux d'intérêt comme il est expliqué dans la note 2.

14 ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal des affaires et l'exercice de ses activités, Infrastructure Ontario peut être exposée à diverses poursuites judiciaires. Au 31 mars 2009, Infrastructure Ontario n'était au courant d'aucune telle poursuite qui serait en cours.

15 ENGAGEMENTS

Le 18 août 2003, le ministre des Finances a annoncé que 88 municipalités auraient droit à des prêts à faible taux d'intérêt à hauteur de 1 G\$ dans le but de renforcer les collectivités locales.

Approuvés
922 M\$

Octroyés
880 M\$

Notes complémentaires

Exercice terminé le 31 mars 2009 (Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

15 ENGAGEMENTS (SUITE)

Le 20 décembre 2004, le ministre des Finances a annoncé que 109 municipalités auraient droit à des prêts à hauteur de 1,2 G\$ dans le cadre du programme de prêts pour le renouvellement de l'infrastructure 2004-2005 d'Infrastructure Ontario.

<u>Approuvés</u>	<u>Octroyés</u>
553 M\$	443 M\$

Le 10 février 2006, le ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure a annoncé que le programme de prêts pour le renouvellement de l'infrastructure recevrait désormais les demandes de toutes les municipalités sur une base continue. Le programme de prêts a été étendu pour aider également les universités et d'autres organismes publics de l'Ontario.

Année de programme	Approuvés	Octroyés
2005-2006	384 M\$	211 M\$
2006-2007	48M\$	33 M\$
2007-2008	496 M\$	309 M\$
2008-2009	260 M\$	104 M\$
	<u>1,188 M\$</u>	<u>657 M\$</u>

16 DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Infrastructure Ontario dépend de la province d'Ontario pour ce qui est de l'obtention de fonds couvrant ses coûts de fonctionnement, le financement de ses coûts de projet jusqu'à leur recouvrement et le soutien des prêts à conditions de faveur consentis aux municipalités. Compte tenu du soutien de la province sous la forme d'un engagement pluriannuel à l'égard des projets d'infrastructure publique et d'un prêt de 50 ans, Infrastructure Ontario est considérée comme une entité pérenne.

17 CHIFFRES COMPARATIFS

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée dans l'exercice considéré.

« Il existe un lien économique direct entre les investissements dans l'infrastructure publique et l'économie. L'économie a besoin de ces investissements pour prospérer. Le gouvernement remédie au déficit de l'infrastructure en détournant le risque du secteur public et en préservant la qualité des services publics. »

Derek Burleton
Vice-président associé et directeur des études économiques, Groupe Financier Banque TD

